

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2617 - MERCREDI 25 MAI 2016

ÉDUCATION

L'Enseignement technique et professionnel à la recherche d'un nouveau souffle

Confronté, au même titre que l'ensemble du système éducatif, à un déficit en personnel, le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante

et de l'emploi recherche du personnel rodé à l'ouvrage.

Dans un communiqué de presse, la tutelle appelle les anciens étudiants orientés à l'étranger par la Direc-

tion de l'orientation, des bourses et aides scolaires à se porter candidats pour servir comme enseignant ou formateur dans les établissements relevant de ce sous secteur.

Ces recrutements concernent les titulaires de diplômes universitaires tels que la licence professionnelle, le Master, le diplôme d'ingénieur et le doctorat. **Page 5**

CHU DE BRAZZAVILLE

Le service d'urologie en quête d'un matériel de pointe



Le Pr Alain Prosper Bouya remerciant le chef de la délégation marocaine

Le succès de la mission humanitaire organisée du 17 au 20 mai au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville par l'Association marocaine d'endo-urologie, où vingt patients ont été opérés en quatre jours avec succès, les médecins congolais ayant pris part à cette opération ont lancé le cri d'alarme. « Nous souhaitons que notre service d'urologie soit équipé de ce matériel de chirurgie mini-invasive afin d'assurer de façon pérenne une meilleure prise en charge de nos patients qui restent encore trop nombreux sur la liste d'attente », lançait le professeur Alain Prosper Bouya, initiateur de cette mission.

Page 5

Lettre ouverte à Alain Mabanckou

Page 3

DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

La BAD appelle les Etats à gagner la bataille de l'électrification



La tribune officielle

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a lancé mardi à l'ouverture des assemblées annuelles de cette institution, un appel aux dirigeants du continent à tout mettre en œuvre pour électrifier le continent dans les dix prochaines années.

Au cours d'une conférence de presse, tenue la veille, il a épinglé les priorités africaines de l'heure qui se résument, selon lui, à l'énergie, l'alimentation, l'industrialisation, la promotion de l'intégration et l'amélioration de la qualité de vie des Africains. « L'Afrique n'est pas un continent pauvre, a-t-il préci-

sé, avec le sentiment de rêver mieux pour cette région du monde, pourvu que les intelligences et les décideurs à tous les niveaux prennent conscience de ce que l'Afrique, forte de ses ressources humaines et naturelles, a des atouts pour réussir son développement ».

Page 9

AFRIQUE CENTRALE

La Cémac prépare une politique globale sur le genre

La Commission de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) a mis en chantier, avec l'aide de partenaires allemands, une étude afin de disposer de données actuelles et proposer des politiques sur la question du genre.

À cet effet, le 27 mai à Malabo, en Guinée Equatoriale, se tiendra une rencontre de restitution de cette étude inscrite dans le cadre d'un projet plus globalisant de renforcement de la gouvernance des matières premières dans la sous-région. Les décideurs estiment qu'une

bonne politique du genre est un gage important du développement durable.

Page 7

ÉDITORIAL

Effectivité

Page 2

ÉDITORIAL

Effectivité

Que cela plaise ou non à ceux qui dénigrent le Congo, de l'intérieur comme de l'extérieur, la page du changement de nos institutions est bel et bien tournée. La Constitution ayant été adoptée par référendum, le président de la République ayant été élu au suffrage universel, le Premier ministre ayant formé son gouvernement, la communauté internationale dans son ensemble a pris acte du fait que la Nouvelle République n'est plus un objectif, mais bien une réalité. En termes juridiques l'« effectivité des pouvoirs » est actée, indiscutable, irréversible et nul ne pourra rien changer désormais à cet état de fait contre la volonté du peuple congolais.

Alors que le chef du gouvernement s'appête à faire devant le Parlement sa première déclaration de politique générale, il n'est pas inutile de rappeler à ceux et celles qui seraient tentés de l'oublier que notre pays a choisi librement ses nouvelles institutions et que nul, par conséquent, ne peut plus contester ses choix. Certes, l'on peut tenir pour certain que ce rappel ne convaincra pas les plus extrémistes d'entre eux de renoncer au nihilisme destructeur qu'ils ont affiché ces derniers mois ; mais il servira de marqueur pour tous ceux qui, tout en contestant la politique suivie par l'Exécutif, jouent le jeu de la démocratie sans chercher à en modifier les règles.

Le Congo est un pays indépendant, libre, qui gère lui-même son destin et n'a pas de comptes à rendre aux puissances extérieures qui l'ont asservi longtemps. Il ne sert donc à rien, pour ceux qui cherchent à le déstabiliser, de se tourner vers l'étranger et tenter, ce faisant, d'inverser le cours de l'Histoire. Quel que soit leur renom et quels que soient les appuis dont ils disposent ou croient disposer ils perdront la partie qu'ils ont imprudemment engagée.

Ainsi le veulent les principes qui fondent notre jeune démocratie et que le peuple congolais a réaffirmé avec force lors du référendum constitutionnel du 25 octobre 2015.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO/ ITALIE

Andréa Mazzela pour le renforcement de la coopération



Andréa Mazzela et Pierre Ngolo

L'ambassadeur d'Italie au Congo, Andréa Mazzela a été reçu en audience le 24 mai par le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Ngolo. Les deux personnalités ont évoqué outre les questions de coopération entre les deux Etats, la nécessité de renforcer la diplomatie parlementaire entre l'Italie et le Congo.

A l'issue de l'audience, le diplomate italien a indiqué que : « *le moment est venu pour les Congolais de se mettre au travail ; parce qu'il y a beaucoup de projets avec les partenaires dont la mise en œuvre était conditionnée par la tenue sans heurts de l'élection présidentielle du 20 mars dernier. De nombreuses entreprises italiennes attendent d'investir au Congo. Les Congolais ont besoin de voir l'économie de leur pays prospérer. L'Italie est prête à l'aider dans ce sens. J'en avais déjà parlé avec le représentant du gouvernement* ».

En outre, Andréa Mazzela a affirmé qu'ils ont fait le point du parcours politique depuis le dialogue de Sibiti

de 2015 jusqu'à l'élection du président de la République, le 20 mars dernier. « *On a ensemble exploré les pistes pouvant décrire le climat politique postélectoral au Congo en vue de favoriser le dialogue entre tous les acteurs politiques dans la perspective de mettre en place des institutions républicaines pouvant amener le pays à un certain niveau de développement* », a dit Andréa Mazzela.

Le secrétaire général du PCT, a renchéri le diplomate italien, a également annoncé la volonté des autorités congolaises de renforcer sa coopération avec l'Union européenne(UE). Interrogé sur les relations brumeuses entre l'UE et le Congo, An-

dré Mazzela a répondu que cette question devrait être posée à l'ambassadeur, chef de la mission de l'UE au Congo, Mme Saskia De Lang ; bien que, a-t-il ajouté, l'Italie fait partie des vingt-huit pays membres de l'UE.

De notre part, a-t-il poursuivi, nous pensons que cette volonté de renforcer la coopération avec l'UE doit être soutenue et renforcée. S'il y a un refroidissement, a-t-il ajouté, les deux parties devraient tout mettre en œuvre pour ramener les choses à la normale.

Invité par un autre journaliste à préciser les causes réelles de la brouille entre l'UE et le Congo, Andréa Mazzela a précisé qu'en diplomatie, il y a des moments d'incompréhension parfois entre les partenaires. On peut facilement les dissiper avec la volonté des deux parties, a-t-il conclu.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Lettre ouverte à Alain Mabanckou

Mon cher Alain,

Bonjour

Il y a deux semaines tu annonçais à grands fracas sur les antennes de Radio France Internationale, puis de France Inter que tu venais tout juste d'adresser à François Hollande une lettre dénonçant la situation régnant au Congo qui, selon toi, est marquée par des élections truquées, des arrestations arbitraires, des violences contre les opposants, bref des atteintes continues à l'Etat de droit.

Comme tu l'avais sans doute calculé la sphère médiatique française s'est aussitôt enflammée faisant de toi le héros d'une lutte pour les droits de l'Homme, de la liberté, de la jeunesse, du progrès qui justifie tous les excès écrits, verbaux ou électroniques. Mais nous avons-nous-mêmes dit haut et fort, ici même, ce que nous inspirait l'entreprise de démolition que tu entreprenais contre le Congo (1).

Alors que nous ne nous étions pas vus depuis plusieurs mois nous avons décidé, à mon initiative je le reconnais, de nous rencontrer à Paris afin de parler de ces questions, d'échanger nos points de vue et, pourquoi pas, de parler de l'avenir. De cette conversation qui s'est déroulée jeudi dernier dans un lieu mythique du Quartier latin, le café-restaurant Les Editeurs, est ressorti le fait que tu étais profondément choqué du peu d'attention porté par les autorités congolaises à ton oeuvre et à ta personne, mais aussi que tu souhaitais participer de façon active à l'émergence du Congo en lançant notamment un grand débat sur les questions sociales, sur l'éducation, sur la culture, sur l'art.

J'ai donc tiré de cet entretien très amical à bâtons rompus la conviction que les attaques médiatiques auxquelles tu te livres dans le moment présent traduisent la frustration bien réelle d'un intellectuel de haut vol, premier Africain à pro-

fesser au Collège de France, qui ne sait comment s'impliquer dans la marche en avant de son pays.

Revenu à Brazzaville j'ai dit à de nombreux amis que le divorce qui fait tant de mal à notre pays - je dis bien «notre» pays car je suis comme toi Congolais et Français - pourrait aisément être réparé. Et j'ai eu le sentiment d'être écouté.

Mais voilà que de nouveau, lundi, tu t'es livré sur le Web, par le canal du Monde Afrique, à une nouvelle et virulente attaque contre le Congo, contre son président, contre ses gouvernants, contre ses médias - dont évidemment, mais sans oser le dire, notre quotidien Les Dépêches de Brazzaville -, contre ses intellectuels et finalement contre son peuple (1). Non seulement tu as tenu des propos contraires à ceux que nous avons échangés dans le calme d'une salle de bistrot parisien, mais encore tu as choisi délibérément de te lancer dans une nouvelle diatribe publique qui ne te rapportera rien.

Permetts-moi donc, et c'est l'objet de cette lettre, de te rappeler les quelques vérités suivantes.

1) Demander une audience au président de la République Française pour cracher sur son pays alors même que l'on vit à l'étranger, que l'on ne se rend jamais ou presque sur la terre de ses ancêtres, que l'on prend pour argent comptant les informations pour le moins falsifiées que diffusent à Paris de petits groupes d'opposants dépourvus de toute légitimité n'est pas faire preuve d'une grande lucidité.

2) Le Congo a vécu dans la dernière décennie du siècle précédent des tragédies sur fond de haine ethnique qui l'ont profondément marqué mais dont il s'est relevé grâce au travail accompli par ceux-là même que tu t'emploies à discréditer en les traitant de «dictateurs» de

«corrompus», de «dinosaures» et autres qualificatifs laissant croire que le pays est en pleine régression alors même qu'il avance sur la voie du progrès comme chacun peut le constater.

3) Les formules que tu utilises dans tes interventions ont manifestement pour but de laisser croire que le Congo se trouve au seuil d'une nouvelle guerre civile alors, bien au contraire, que ce pays est reconnu comme le plus stable de la sous-région d'Afrique centrale et que la France elle-même, dont tu sollicites l'intervention, en est la première convaincue.

4) Certaines des formules que tu utilises pour justifier ton appel à François Hollande témoignent d'une vision du monde totalement dépassée. Celle-ci notamment : «Pour régler les problèmes du Congo il faut discuter avec la France et avec le Congo. Avec les mamelles et le bébé en train de têter. Parler seulement avec le bébé n'apporte pas de solution. Et ce bébé est agacé de voir qu'un intellectuel a aussi accès à sa mamelle. Je vais d'ailleurs rencontrer le président François Hollande début juin» !»

6) Pour justifier l'attaque que tu conduis contre le Congo - car c'est bien le Congo et non ses dirigeants que tu critiques âprement - tu affirmes haut et fort qu'il convient d'en appeler à l'ancienne puissance coloniale et tu emploies une formule qui témoigne d'un mépris pour ton peuple que l'on a rarement entendu. « *J'ai écrit une lettre au Président d'un pays démocratique. C'est comme au billard : pour atteindre une boule il faut parfois tirer à côté et jouer avec les bandes* ».

7) Affirmer, comme tu le laisses entendre sur les pages du Monde Afrique, que tes oeuvres sont interdites au Congo relève du mensonge pur et simple comme tu le sais parfaitement et comme chacun peut le constater en venant dans notre propre librairie des Manguiers à Brazzaville où tous les auteurs congolais, quoi qu'ils disent

et quoi qu'ils pensent, sont mis en valeur. Cela ressemble fort à de la désinformation, pour ne pas dire de l'intoxication.

8) Contrairement à ce que tu prétends, le Congo place la culture et l'information au cœur de sa marche vers l'émergence. Tu le sais mieux que quiconque toi qui a observé attentivement ces dernières années le prestigieux stand Livres et auteurs du Bassin du Congo que nous installions dans le cadre du Salon international du livre de Paris, qui est cité sans cesse dans les rubriques littéraires des journaux comme le nôtre, qui a occupé une place centrale lors du festival « Etonnants voyageurs » à Brazzaville en février 2013.

Ce qui précède ne signifie nullement que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes et que, notamment, la culture dont tu t'affirmes un ardent défenseur bénéficie de tous les appuis qu'elle est en droit d'exiger, mais le tableau que tu dresses du Congo est trop éloigné de la réalité pour que l'on ne rétablisse pas la vérité. Si tu veux, comme tu le prétends, être entendu de la nation à laquelle tu crois t'adresser alors viens chez toi, parcours le pays, parle avec ceux et celles qui y vivent, ne te laisse par embobiner par le petit groupe d'expatriés qui t'entoure.

Cesse aussi de croire que la France t'écouterait et te placera au premier rang parce que tu essaies de flatter ses plus hautes autorités.

Le temps de la sujétion est passé. Le Congo est un pays libre.

Avec, malgré tout, mon amitié.

Jean-Paul Pigasse

(1) « Du porc-épic en vente sur la radio du monde ». Editorial paru dans Les Dépêches de Brazzaville le 13 mai.

(2) Site Internet Le Monde Afrique. « Entretien croisé avec les écrivains Alain Mabanckou et Abdourahman Waberi ». 23 mai 2016.

PROTECTION SOCIALE

La Communauté de pratique des transferts sociaux monétaires se dote d'une Charte

Réunis à Brazzaville du 17 au 21 mai à la faveur de la troisième réunion annuelle du groupe Afrique francophone, les délégués de seize pays de la Communauté de pratique des transferts sociaux monétaires (CoP) se sont séparés sur une bonne note avec à la clé une charte devant régir l'organisation

La CoP 2016, édition de Brazzaville, a accouché d'une charte qui définit les différentes valeurs que les pays membres devront désormais promouvoir. Parmi ces valeurs, il y a, entre autres: l'amour du respect, de l'honnêteté, de l'écoute et du respect mutuel des

idées d'autrui, la disponibilité, la solidarité ainsi que du partage. La deuxième décision prise à l'issue de cette rencontre a été l'élection du Congo à la tête de cette organisation. En effet, c'est le coordonnateur du Projet Lisungi, Alfred Constant Kiakouama, qui assurera cette tâche au nom du Congo. La vice-présidente est confiée au Bénin.

Le nouveau président de la CoP, qui succède au Nigérien Mory Maidoka Ali, a demandé tout juste après sa désignation, à chaque pays de nommer un point focal qui ne sera pas le coordonnateur

du projet. Il s'agira, a précisé Alfred Constant Kiakouama, cette personne devra être disponible et réactive. Pour accomplir sa mission, le Congolais compte sur la feuille de route de l'organisation. Il aimera être jugé à la fin de son mandat sur la base des indicateurs, des résultats. « *Je voudrais, au nom des participants, dire que la CoP est un haut lieu de partage, du donner et du recevoir; mais aussi un espace de valeurs d'amour; de solidarité, de respect mutuel et surtout de compréhension. Si nous pouvons mettre au-devant ces valeurs, je*

suis convaincu que nous serons parmi les meilleurs », a-t-il indiqué.

Le projet Lisungi, un exemple à suivre pour les pays africains ?

Les participants aux assises de Brazzaville se sont félicités de la dimension scientifique apportée par le Projet Lisungi. Selon l'Ivoirien Brice Vigan, pour eux, les spécialistes des transferts monétaires, l'expérience de Lisungi occupe une place de choix dans les dynamiques qu'ils sont en train de développer dans leurs différents Etats. « *A l'image peut-être de la déclaration de février 1944,*

la CoP de 2016 à Brazzaville va laisser des traces indélébiles dans les cœurs de tous les copistes et l'avenir certainement de la lutte contre la pauvreté et contre les diverses sortes de vulnérabilités dans nos pays respectifs prendra un langage fort et sérieux dans les acquis des échanges que nous avons pu avoir », a-t-il indiqué au nom des participants.

Présidant la cérémonie de clôture, la directrice de cabinet de la ministre des Affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire, Marie Céline Tchissambou.

Parfait Wilfried Douniama

HYDROCARBURES

Les techniciens et auditeurs congolais reçoivent une formation en audits des coûts pétroliers

Durant deux jours (samedi 21 et dimanche 22 mai), les techniciens congolais, auditeurs évoluant dans l'amont pétrolier et le ministère des Hydrocarbures, ont reçu une formation sur la maîtrise des audits des coûts pétroliers, donnée par des techniciens hautement qualifiés du cabinet d'audit et conseil en gestion (Cacoges).

Dans quelques mois auront lieu les audits des coûts pétroliers. Au regard de la baisse du prix du baril, il est impérieux que les techniciens congolais, auditeurs et entreprises notamment de la direction générale des hydrocarbures qui travaillent en collaboration avec le Cacoges, reçoivent une formation sur les notions relatives aux audits des coûts pétroliers. Cette formation leur permettra d'avoir des outils nécessaires pour mener à bien ces audits, éviter que les coûts soient surévalués, et que les pays pétroliers ne soient en déficit.

Cet atelier de formation appelé « Des Journées pétroles », a porté sur les thèmes suivants : les fondamentaux du contrat de partage de production (CPP) ; la comptabilité pétrolière (CP) ; les audits des coûts pétroliers (ACP).

Dans son mot d'introduction, Brice Voltaire Etou-Obami, asso-



Une vue des participants

cié gérant du cabinet Cacoges, a expliqué aux participants ce que c'est que le contrat de partage de production (CPP).

Le CPP, dit-il, ce sont des contrats les plus connus. Le premier contrat de production a eu lieu en Indonésie en 1966. Etou-Obami a précisé qu'il y a deux contrats principaux, à savoir le Contrat de concession et le Contrat de partage de production. Il y en a aussi d'autres tels que les contrats de Buy-back qui sont au Venezuela. Mais dans la sous-région, notamment dans les pays du Golf du Guinée, les principaux sont le Contrat de concession et le Contrat de partage de production. Mais en ce qui concerne cet atelier de formation, a-t-il poursuivi, les for-

mateurs insisteront sur le CPP. Car, il est nécessaire aux techniciens, auditeurs et à tous ceux qui veulent évoluer dans l'amont pétrolier, de maîtriser au préalable les deux formes principales de contrat.

Le contrat de concession, a poursuivi l'orateur, n'est pas comme le CPP où l'Etat est partie prenante, et qu'il signe avec le groupement des sociétés qui sont elles-mêmes constituées autour d'une association. C'est dans ce groupement que les sociétés sont régies par un contrat d'associations. Ce groupement est appelé le Contracteur, et c'est là qu'on nomme une société opératrice. La société opératrice est celle qui représente les sociétés qui forment le contrac-

tuel. Elle agit pour le compte des autres. Il y a un contrat qui est signé entre le contracteur et l'Etat, et c'est ce contrat qu'on appelle CPP. A ce contrat est liée une annexe comptable qui définit la procédure d'acceptation, de récupération, et les modes de partage de production. Avec la baisse du prix du baril, il est nécessaire que les pays producteurs maîtrisent les coûts pétroliers. Car en ayant des coûts très élevés, les pays producteurs sont conduits à des résultats déficitaires.

Parlant de l'intérêt de cet atelier de formation, Brice Voltaire Etou-Obami a déclaré : « Nous avons pensé que c'était de bons droits qu'on essaie de mettre un accent sur la formation

des coûts pétroliers, l'analyse et même les outils d'acceptation des coûts pétroliers, parce que dans un pays comme le Congo, qui est un pays producteur du pétrole, il faut que les techniciens, les auditeurs et tous ceux qui évoluent dans l'amont pétrolier, notamment la direction générale des hydrocarbures, maîtrisent les coûts pétroliers et sachent ce qui peut être accepté comme coûts pétroliers. Cela est nécessaire parce que nous avons mis autour de nous des techniciens hautement qualifiés et de renommée internationale, pour donner cette formation aux techniciens congolais, aux entreprises, notamment au ministère des Hydrocarbures afin de permettre à ceux-là de mener à bien les audits des coûts pétroliers tels que prévus dans quelques mois. »

La jeunesse étant une force montante s'y trouve impliquée. Au regard du programme de société du chef de l'Etat qui prône la rupture avec les habitudes antérieures, les jeunes venus de formation en Europe, aux Etats-Unis et dans les pays de la sous-région, regroupés au sein de ce cabinet d'audit, sont des experts hautement qualifiés qu'il serait imprudent de négliger.

Bruno Okokana

unissons-nous pour les enfants

AVIS DE VACANCE DE POSTE N°496061

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter Un(e) Administrateur/trice en Communication Pour le Développement



Sous la supervision de la Spécialiste en Communication, l'administrateur/trice en Communication pour le Développement sera chargé(e) de donner un appui technique dans la conception, la formulation, la gestion, l'exécution, le suivi et l'évaluation du changement de comportement et de la stratégie de mobilisation sociale et de communication externe afin de promouvoir les droits et valeurs sensibles du genre, cerner les problèmes des enfants dans le domaine public, renforcer la volonté politique en faveur de la mission et des objectifs de l'UNICEF.

Profil requis pour le poste

- Nationalité Congolaise (République du Congo),
- Diplôme universitaire en sciences sociales et/ou en sciences et techniques de la communication (sociologie, anthropologie, psychologie, communication, journalisme, relations publiques, ...) avec un accent sur la planification de la communication stratégique pour le développement du comportement, la mobilisation sociale, la communication participative et la recherche.
- Au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités dans le domaine du développement, de la planification des stratégies de communication et de la gestion des programmes de développement social, de préférence dans les pays en développement, avec une expérience pratique dans l'adaptation et l'application des processus de planification de la communication à des programmes spécifiques.
- Capacité d'analyse et de conceptualisation.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et

multiculturel.

- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais.

Conditions de service

- Contrat FT d'au moins une année renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
- Grade : NO-2, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 06 juin 2016 à 23 heures 55 minutes

Titre du poste : Communication for Development Officer, NO-B - Brazzaville

Numéro de publication : 496061

COMMENT POSTULER :

Rendez-vous sur le site UNICEF avec le lien suivant :

<http://www.unicef.org/about/employ/?job=496061> et CLIQUEZ SUR « APPLY » pour commencer.

IMPORTANT : Les candidats doivent IMPERATIVEMENT disposer d'une adresse électronique fonctionnelle avant de postuler.

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

André Gakala Oko attire l'attention des Officiers de police judiciaire

Le procureur de la République, André Oko Gakala a effectué, le 23 mai, une visite surprise dans cinq commissariats de police d'arrondissement de Brazzaville nord, pour s'enquérir du fonctionnement réel de ces structures. Il a saisi l'occasion pour interpeller les officiers de police judiciaire sur les comportements déviants qui ternissent l'image de la police congolaise.



André Gakala Oko parcourant la main courante

Accompagné du directeur départemental de la police de Brazzaville, le général Jacques Antoine Bouity, le procureur de la République, André Gakala Oko a visité tour à tour, les commissariats de police du Plateau des 15 ans, de Mampassi, de Ouenzé- Manzanza, du marché Poto-Poto ainsi que celui du marché Moundali, sur la rue Mbochi.

« Suite aux instructions que nous avons reçues du Garde des sceaux, ministre de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, je suis venu ce matin constater si les officiers de police judiciaire (OPJ) travaillent en respectant la loi », souligne le procureur de la République.

En effet, partout où il est passé, André Gakala Oko a saisi la balle au bond pour attirer l'attention des OPJ contre les comportements déviants, conformément aux exigences de la nouvelle République.

« Nous sommes dans une nouvelle République, qui appelle des comportements nouveaux. Donc vous les OPJ, vous devez rompre avec les comportements déviants et pervers. Un OPJ doit être un homme exemplaire, ne rançonner pas les populations, surtout les commerçants car vous ne serez plus crédibles et vous perdrez votre commandement », a martelé le procureur de la République.

A chaque étape de sa visite, le procureur de la République s'est informé entre autres, sur le motif d'arrestation, le délai de détention, les catégories des détenus et autres éléments fondamentaux dans le processus de procédure pénale.

Après quoi, André Gakala Oko a rappelé aux OPJ qu'ils n'ont pas la compétence de traiter des affaires civiles du genre conflit de terrain ou parcellaire, affaires commerciales, qui sont du ressort de la justice. Il a notamment insisté sur le délai de garde à vue qui ne doit pas dépasser trois jours, sauf sur prolongation du procureur de la République.

« Les OPJ sont incompétents lorsqu'il s'agit de traiter les affaires civiles, commerciales et les règlements de propriété. Ces affaires sont du ressort de la justice. Les règlements à l'amiable sont interdits par la loi », a renchéri le procureur de la République.

Firmin Oyé

COMMUNIQUÉ

Le ministre de l'Enseignement technique, Professionnel, de la Formation qualifiante et de l'emploi, invite les anciens étudiants congolais orientés à l'étranger par la Direction de l'orientation, des bourses et aides scolaires (DOBAS), titulaires d'un diplôme universitaire : Licence professionnelle, Master, Ingénieur, Doctorat... à bien vouloir faire connaître leur disponibilité à servir comme enseignant ou formateur dans les établissements de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante. Prière de se rapprocher du Conseiller à l'enseignement technique et du Conseiller à l'enseignement professionnel du ministre.

Fait à Brazzaville le, 23 mai 2016.

Le ministre

Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes.

CHU DE BRAZZAVILLE

Le service d'urologie en quête du matériel de chirurgie mini-invasive

Vingt patients opérés en quatre jours, à raison de cinq malades par jour, grâce à la technique de vaporisation plasmatisée bipolaire (technique mini-invasive), telle est la moisson de la mission humanitaire organisée du 17 au 20 mai au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville par l'Association marocaine d'endo-urologie qui laisse le goût d'un travail inachevé

Pratiquée depuis moins de 3 ans dans les pays développés, la technique mini-invasive consiste à opérer des patients souffrant d'hypertrophie bénigne de la prostate par la voie naturelle, sans ouverture de la paroi. Elle réduit considérablement les complications décrites maintes fois dans les techniques antérieures et la durée d'hospitalisation varie entre un et deux jours. Expérimentée au CHU de Brazzaville par l'équipe du Pr. Rédoaune Rabié, président-fondateur de l'Association marocaine d'endo-urologie, cette technique a permis d'opérer 20 malades sur les 60 enregistrés. Parmi les malades opérés, 17 l'ont été par voie endoscopique ; trois ayant un volume prostatique plus important, ont été opérés par chirurgie ouverte. Les 40 autres malades n'ont pas pu être opérés en raison de la courte durée de la mission.

« Des pathologies associées ont été observées et traitées dans le même temps opératoire à savoir : deux calculs vésicaux et deux hernies inguinales. Des 20 patients opérés, quinze sont sortis le lendemain après ablation de la sonde vésicale. A noter que dans la chirurgie ouverte la durée d'hospitalisation varie entre six et dix jours », a indiqué le chef de service d'urologie au CHU, le Pr. Alain Prosper Bouya, initiateur de



Le présidium des travaux

cette mission. Pour parvenir à ces résultats, l'Association marocaine d'endo-urologie a apporté, outre la technique, son matériel de résection endoscopique et les consommables. « Nous pouvons dire que les résultats de cette mission sont globalement satisfaisants et souhaitons que notre service d'urologie soit équipé de ce matériel de chirurgie mini-invasive afin d'assurer de façon pérenne une meilleure prise en charge de nos patients qui restent encore trop nombreux sur la liste d'attente », s'est réjoui Prosper Bouya.

Capitaliser ce genre d'actions

Outre le volet médical, cette mission conduite par chef le département d'uro-néphrologie à la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca, le Pr. Rabié visait à assurer la formation continue des médecins urologues congolais. Cette initiative a été positivement saluée par la directrice générale du CHU, Gisèle Marie Gabrielle Ambiero Alliandzi, et la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, qui ont souhaité qu'elle puisse être pérennisée pour le bien-être des populations congolaises. La directrice générale qui a mis à la disposition de la mission marocaine les installations de l'hôpital, n'a pas exclu la possibilité de voir des professionnels congolais aller s'imprégner de ce qui se

passé au niveau des hôpitaux du Maroc. « La mission prenant fin, je ne peux que vous remercier et demander au personnel du service d'urologie du CHU de rentabiliser cette formation en mettant en pratique cette expérience. Je souhaite que tout ce qu'ils ont appris pendant les quatre jours soit mis à contribution pour le bien de nos populations », a-t-elle conclu.

Du côté Jacqueline Lydia Mikolo qui a assisté personnellement à une intervention chirurgicale au bloc opératoire, les techniques employées riment bien avec la vision du président de la République en matière de l'innovation et d'amélioration de la qualité des soins pour tous les Congolais. Ceci à moindre coût. Elle a également souhaité que cette la coopération congolo-marocaine puisse se renforcer au jour le jour et que ce genre d'action puisse se pérenniser.

« J'ai été surprise de savoir qu'une personne opérée pouvait avoir le sourire le même jour. C'est la preuve que nous n'avons pas toujours besoin d'être évacués à l'étranger; nous pouvons le faire ici au Congo. Nous avons les installations qu'il faut, il suffit que l'on mette les moyens financiers et matériels pour que nous puissions bénéficier des technologies de pointe en endo-urologie », a laissé entendre Jacqueline Lydia Mikolo.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Un recrutement en vue pour couvrir les besoins en personnel enseignant

Dans un communiqué daté du 23 mai à Brazzaville, le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, vient de publier un appel d'offres en vue du recrutement en qualité d'enseignants, des jeunes diplômés, ayant étudié à l'étranger grâce à la bourse de la Dobas.

Parmi les problèmes auxquels le système éducatif congolais est actuellement confronté dans tous ses compartiments, figure le déficit en personnel enseignant. C'est

ainsi que le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi qui n'échappe pas à cette règle vient de lancer un appel à l'endroit des anciens étudiants congolais orientés à l'étranger par les soins de la Direction de l'orientation, des bourses et aides scolaires (Dobas).

Il s'agit notamment des titulaires d'un diplôme universitaire tel que la licence professionnelle, le Master, le diplôme d'ingénieur et le doctorat. Ils sont ainsi conviés à « bien vouloir faire connaître leur dispo-

nibilité à servir comme enseignant ou formateur dans les établissements de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante », indique le communiqué du ministère.

Rappelons que d'après le fichier de l'Enseignement technique et professionnel en 2014, le déficit en personnel enseignant était de plus de 1000 agents sur toute l'étendue du pays alors que 160 autres devraient faire valoir leurs droits à la retraite à la fin de la même année.

P.W.D.



RÉUNIONS & ÉVÉNEMENTS



Vous recherchez un environnement exceptionnel et un service raffiné pour vos événements en République du Congo ?

PEFACO HOTELS vous accueille au sein de ses prestigieux établissements et met ses espaces à votre disposition tout au long de l'année.

RÉCEPTIONS · MARIAGES · RÉUNIONS D'AFFAIRES

Nous serons enchantés de concevoir avec vous votre événement sur mesure.



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



PEFACO HOTEL ALIMA PALACE
OYO · RÉPUBLIQUE DU CONGO

CONGO-CHINE

Xia Huang réitère le soutien politique de Pékin

Présente dans les infrastructures, la formation et le commerce, la Chine reste le premier partenaire stratégique et multiforme de la République du Congo. Lors d'une rencontre lundi avec les responsables et professionnels des médias, l'ambassadeur de Chine à Brazzaville, Xia Huang a insisté sur la nécessité de promouvoir la stabilité politique, les réformes socio-économiques y compris l'intégration sous-régionale.

Pour le diplomate chinois, le progrès économique du Congo et l'amélioration du niveau de vie des populations dépendent de la stabilité politique du pays. Saluant les efforts entrepris par le gouvernement congolais pour atténuer l'impact macroéconomique et budgétaire dû à la baisse du prix du pétrole, Xia Huang invite Brazzaville à poursuivre les réformes en mettant l'accent sur l'innovation, l'entrepreneuriat et l'industrialisation du pays.

Le Congo peut compter sur la Chine, a-t-il rassuré, car la Chine est toujours disposée à accompagner ses amis congolais et africains dans leur marche vers le développement, la construction des infrastructures, le transfert de technologie, la formation des cadres et bien d'autres chantiers. Il rappelle que les relations de la Chine avec les autres peuples sont fondées sur l'égalité, et notamment « le partenariat gagnant-gagnant ». « Pour la Chine, il est judicieux d'accompagner les Etats africains à réaliser leurs propres développements, à améliorer le bien-être des populations, à favoriser les intégrations régionales... La démocratie, les droits de l'homme ne peuvent être observés lors que les populations vivent encore la pauvreté et le sous-développement », estime le diplomate chinois répondant aux critiques de certains médias étrangers accusant le partenaire chinois de pratiquer « le laxisme » dans ses relations avec les pays africains.

En ce qui concerne les questions internationales comme la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, l'unité et l'intégration des pays du Bassin du Congo et du continent africain, la position de Pékin n'a point changé. « La Chine continue de plaider pour que les grandes puissances puissent corriger l'injustice causée à l'Afrique », confie l'ambassadeur chinois.

Fiacre Kombo

AFRIQUE CENTRALE

Une étude sur la politique du genre en Zone Cémac

La Commission de la Cémac, avec l'appui du Projet de renforcement de la gouvernance des matières premières en Afrique Centrale de la Coopération allemande (GIZ) organise, le 27 mai à Malabo, la restitution de l'étude sur l'élaboration d'une politique du genre en zone Cémac.

Disposer de données actuelles sur le genre en zone Cémac afin de proposer des réponses politiques aux questions liées au genre, tel est le but de l'étude sur le genre commanditée par la Commission de la Cémac et actuellement en cours, avec l'appui technique du Projet Remap-Cémac.

L'étude menée par un cabinet de consultants avait pour objectif de présenter l'état des lieux, puis de proposer une stratégie du genre en zone Cémac. De manière spécifique, le cabinet avait pour tâches de procéder à une analyse comparative des politiques genres d'autres organisations régionales africaines ; présenter le contexte général de l'élaboration d'une politique Genre communautaire, la méthodologie adoptée et les propositions finales pour une meilleure politique.

La restitution de Malabo sera l'occasion pour les consultants de présenter les résultats de leurs travaux.

Le projet Remap appuie la Commission de la Cémac dans le domaine de la gouvernance des industries extractives. Dans le cadre de son intervention, le Remap met en œuvre un volet transversal de ses activités à travers l'approche genre. En effet, l'équité

est une des valeurs fondamentales qui sous-tendent les activités de la GIZ. En aidant ses partenaires à concevoir et mettre en œuvre des projets tenant compte de la dimension du genre, la GIZ contribue au développement durable et à l'action éducative internationale.

Note Conceptuelle

Le ministère allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) a signé un accord-cadre en 2008 avec les pays membres de la Cémac et a mandaté la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) pour la mise en œuvre du Projet de Renforcement de la gouvernance des matières premières en Afrique Centrale (REMAP). Le projet Remap qui s'inscrit dans la logique du Programme économique régional (PER) de la Cémac, appuie la commission de la Cémac, son organe opérationnel, dans ses initiatives. Le projet se donne pour mission d'aider à améliorer la contribution de l'exploitation des richesses du sous-sol à réduire la pauvreté, de renforcer la transparence et la gouvernance des revenus, et d'intensifier la coopération internationale dans le secteur de la production pétrolière, gazière et minière.

Parmi les objectifs visés par le Projet Remap dans le cadre de son appui à la commission de la Cémac, figure en bonne place l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques communautaires pour renforcer la gouvernance. Dans ce contexte, le genre, qui représente à la fois un enjeu, un

défi et un atout, a été défini par la commission de la Cémac comme thématique centrale dans le cadre des activités conjointes pour la phase d'appui en cours.

Afin de matérialiser cette priorisation de la thématique du genre, la commission de la Cémac, a sollicité l'appui du Projet Remap pour l'élaboration d'une politique sur le genre en Zone Cémac. A cet effet, les services d'un cabinet de consultants ont été sollicités pour développer et proposer à la commission de la Cémac, sur la base des textes et législations déjà en vigueur dans les pays de l'espace Cémac, une stratégie communautaire permettant de promouvoir davantage le genre en Zone Cémac.

De manière spécifique, l'étude avait pour finalités de : procéder à l'analyse du genre dans la Cémac (et à la commission Cémac) ; procéder à l'analyse comparative des politiques genres d'autres organisations régionales africaines ; proposer une politique genre pour la sous-région Cémac.

La restitution des principaux résultats par les experts ayant mené cette étude aura lieu à Malabo en Guinée Equatoriale, le 27 mai 2016.

La restitution connaîtra la participation d'une trentaine de personnes dont : les délégations des Etats membres de la Cémac ; les membres de la Commission de la Cémac ; l'équipe du Projet Remap ; les journalistes.

La coordination de l'activité est assurée par le Projet REMAP-CEMAC.

Source : RJDH-RCA

PARTENARIAT DE DÉVELOPPEMENT TURCO-AFRICAIN

Une approche axée sur l'Homme

Aujourd'hui, les pays africains relèvent les défis auxquels ils font face par leurs propres moyens et à travers leurs propres mécanismes. La Turquie soutient avec force les solutions africaines aux problèmes africains. Avec ses missions diplomatiques qui constellent le continent, elle se tient davantage aux côtés de ses sœurs et frères africains dans leur marche de développement et de prospérité.

La diplomatie humanitaire est l'une des composantes principales de l'action de la Turquie en Afrique. Le fait d'avoir organisé le tout premier sommet humanitaire mondial des Nations unies, les 23 et 24 mai derniers, est un indice évident du rôle particulier de la Turquie dans ce domaine. Nos engagements humanitaires sur ce continent, comme dans d'autres régions du monde, visent à trouver des solutions permanentes plutôt que des remèdes provisoires aux problèmes structurels. Cette politique humanitaire comprend des projets de responsabilité sociale. Elle est mise en œuvre avec la participation active de la société civile et du secteur privé turcs et a amélioré d'innombrables vies sur le terrain.

Une aide au développement avec une conscience sociale

L'action de la Turquie dans le domaine de l'aide publique au développement privilégie toujours le bien-être des populations, tant au moment de sa planification que celle de sa mise en œuvre. À cet égard, la Turquie met en place les infrastructures, prend les mesures nécessaires pour en assurer la viabilité au profit des populations locales et met l'accent sur le renforcement des capacités à chaque étape du parcours.

Prenons l'exemple de deux hôpitaux que la Turquie ouverts dans deux régions touchées par des conflits :

Darfour et Mogadiscio. Ces hôpitaux de formation et de recherche ont été officiellement inaugurés respectivement en 2014 et 2015. Le gouvernement turc aurait pu prendre la voie facile en remettant les clés des hôpitaux aux autorités soudanaises et somaliennes après en avoir terminé la construction ou la rénovation. Au lieu de cela, en collaboration avec les autorités locales, elle a formé des équipes de gestion conjointes au sein de ces hôpitaux pour les cinq prochaines années. Ce faisant, nous assurons à la fois les services de santé de bonne qualité, fournis par plus de 100 médecins et professionnels de la santé turque, et la formation des futurs gestionnaires et personnels locaux des hôpitaux.

Des ONG sur le terrain

Outre la TIKA, notre agence officielle de développement, les ONG turques sont parmi les principaux instruments d'aide au développement de la Turquie envers les pays africains. Des médecins bénévoles turcs ont participé à de nombreuses campagnes d'examen médicaux organisées par les ONG turques dans plus de vingt pays à travers le continent. Plus d'un quart de million d'Africains ont passé des contrôles de santé et des dizaines de milliers d'entre eux ont subi des chirurgies gratuites de la cataracte, ce qui leur a permis de revoir leurs proches ou, dans certains cas, de les

voir pour la première fois.

Ces ONG ont également ouvert de nombreux puits là où la pénurie d'eau a non seulement eu des effets sur les moyens de subsistance de la population, mais aussi provoqué des affrontements intra-communautaires. Ces puits contribuent également à l'économie locale et à la sécurité générale sur le terrain.

Hommes d'affaires et bienfaiteurs

Tout en créant des emplois pour les jeunes de la région, des hommes d'affaires et des investisseurs turcs développent également des projets de responsabilité sociale pour alléger les souffrances des populations touchées par les catastrophes naturelles et celles provoquées par l'homme.

Ainsi, les entreprises turques en Éthiopie ont récemment lancé une campagne pour les victimes de la sécheresse causée par le phénomène climatique El Niño. Sous la coordination de la TIKA et de l'ambassade de Turquie à Addis-Abeba, et avec la participation de l'Association des anciens étudiants éthiopiens des universités turques, les hommes d'affaires turcs en Éthiopie ont fait un don de plus de 350 000 dollars américains. Les fonds ont été utilisés pour l'approvisionnement de 3 000 familles et pour des aliments de bétail pour 5 000 ménages dans la région d'Arfar où la population a été la plus

durement touchée par la sécheresse. Étant l'un des plus grands transporteurs aériens du continent avec ses vols réguliers vers 48 destinations en Afrique, la société Turkish Airlines s'est également illustrée dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises. Par exemple, elle a fourni une source de revenu durable à plus de 600 familles au Niger. Elle a également mis en place des dispensaires ruraux en Ouganda et réhabilité deux orphelinats au Burkina Faso.

Autonomisation des femmes et des jeunes

Consciente du rôle essentiel de la femme dans la gouvernance, la paix, l'éducation et le développement, la Turquie réalise également des projets visant à encourager les femmes à prendre une plus grande part dans ces domaines. Cette approche est conforme à l'ordre du jour 2063 de l'Union africaine (UA).

À cet égard, la Direction turque de Développement et de Soutien aux Petites et Moyennes Entreprises (KOSGEB), en collaboration avec la Direction Femmes, Genre et Développement de la Commission de l'UA, a organisé un voyage d'affaires pour les femmes entrepreneurs africaines à Istanbul les 21 et 23 décembre 2015 pour échanger et observer les bonnes pratiques en Turquie. La KOSGEB a organisé un événement similaire pour les femmes somaliennes et les jeunes entrepreneurs dans le cadre du forum à haut niveau sur le partenariat avec la Somalie qui a eu lieu à Istanbul les 23 et 24 février 2016.

Dernier point, mais pas le moindre, sous les auspices de la Première

Dame de la Turquie, Emine Erdo an, nous lançons à Ankara ce 25 mai 2016, un marché africain de l'artisanat qui coïncide avec les célébrations de la Journée mondiale de l'Afrique en Turquie. Nous essayons d'apporter une modeste mais exemplaire contribution aux efforts de développement social des femmes africaines. L'objectif principal du projet est de soutenir la commercialisation des objets d'artisanat produits par les femmes africaines. Ce projet est un bon exemple de la collaboration entre le secteur public et la société civile dans les projets de responsabilité sociale pour les sociétés africaines.

Pour un avenir meilleur

En tant que partie essentielle de notre diplomatie humanitaire, nous tenons à nous assurer que l'aide au développement de la Turquie aux pays africains correspond aux priorités des pays africains et de l'Union africaine. Nous encourageons les ONG et les entrepreneurs turcs à être socialement conscients des besoins et des souhaits actuels ou futurs de la population quel que soit leur lieu d'opération. Cette approche restera l'un de nos principes de fonctionnement ultimes dans la fourniture de l'aide humanitaire et au développement.

Profitant de cette occasion, je souhaite une bonne Journée Mondiale de l'Afrique à tous les Africains et à tous les amis de l'Afrique.

Par Mevlüt Çavuşoğlu Ministre des Affaires Étrangères

VIENT DE PARAÎTRE

Émile Gankama

POUVOIR,
TRADITION,
MODERNITÉ

L'ÉCOLE DE
DENIS SASSOU
N'GUESSO

JEAN PICOLLEC

DISPONIBLE DANS VOTRE LIBRAIRIE



1999 €
ISBN 978 2 460 77 457 9

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD

Akinwumi Adesina appelle au soutien des dirigeants africains

Devant les journalistes qu'il a invités à davantage rendre compte des aspirations des peuples africains au bien-être, le président de la Banque africaine de développement a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse, attendre des chefs d'Etat ainsi que des gouvernements du continent un soutien à la mise en œuvre de la stratégie de son institution pour le développement de l'Afrique.

Akinwumi Adesina a axé son propos sur les cinq grandes priorités déclinées ainsi qu'il suit : Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'énergie, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, promouvoir son intégration et, enfin, Améliorer la qualité de vie des Africains. Ces axes sous-tendent le thème général « Énergie et changement climatique » de l'assemblée annuelle 2016 de la Banque.

Qui dit Banque dit chiffres et sta-

tistiques, le président de la BAD a notamment tiré la parallèle sur le fait que l'Afrique, qui représente 16% de la population mondiale a pour tout dire, 50% de ses habitants sans accès à l'électricité. Son industrialisation ne se situe qu'à 1,9% de la valeur mondiale et cela dure depuis 30/50 ans. Pour lui, il y a un lien direct entre l'industrialisation, le développement, l'emploi et la compétitivité. Il faut pour cela miser sur les

pour garantir le succès de l'encadrement des jeunes sont ceux des TIC, de l'agriculture et de l'industrie. À propos de l'agriculture, le président de la BAD a déclaré que « *les millionnaires africains de demain seront ceux qui auront investi dans ce secteur. On parle toujours du pétrole, mais personne ne boit du pétrole, alors tout le monde mange* », s'est-il exclamé. Sur cette question de la forma-

«L'Afrique n'est pas un continent pauvre»

jeunes, mais des jeunes détenant des compétences dans leurs domaines d'activités. Le constat a-t-il expliqué est que beaucoup de jeunes aspirent au marché du travail sans les compétences requises.

Les secteurs ciblés par la BAD

tion des jeunes, la BAD entend monter une initiative financée à hauteur de 5 milliards de dollars, dont l'objectif sera de permettre aux bénéficiaires, après une formation qualifiante de six mois, de pouvoir intégrer le monde du travail, soit en créant leurs propres



Akinwumi Adesina

sociétés, soit en se mettant à la disposition des entreprises existantes mais avec la qualification requise.

«L'Afrique n'est pas un continent pauvre» a martelé Akinwumi Adesina, avec le sentiment de rêver mieux pour cette région du

monde si et seulement si toutes les intelligences et les décideurs à tous les niveaux prennent conscience de ce que l'Afrique, forte de ses ressources humaines et naturelles a les atouts pour réussir son développement.

Gagner la bataille de l'électrification en dix ans

À l'ouverture, mardi 24 mai, des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), à Lusaka, la capitale zambienne, le défi d'éclairer le continent et lui fournir de l'énergie a dominé la thématique des discours officiels.

Le délai pour atteindre cet objectif ambitieux est de dix ans, ainsi que l'a déclaré le président de l'institution. Délai bref tout de même, mais Akinwumi Adesina y croit fortement tablant à la fois sur la volonté qui anime la Banque, les potentialités dont regorge l'Afrique, le soutien des dirigeants ainsi que l'appui des partenaires au développement. Ces par-

pour tous est le défi commun à relever par les 54 Etats africains pour arrimer le continent au train de l'émergence. Il précédait Akinwumi Adesina qui, totalement décomplexé sur la question, a débuté son intervention en rappelant le combat de l'Afrique pour sa libération, notamment contre le régime d'apartheid, en Afrique du Sud. Et pour cause. La Zam-

Il passe par la mobilisation des moyens autour des priorités que s'est fixée la BAD, et qui en font pour les officiels invités à cette cérémonie un interlocuteur privilégié pour les pays africains. Parmi ceux-ci, le président zambien, Edgar Lungu, ses homologues rwandais, Paul Kagame et tchadien, Idriss

Deby Itno. Intervenant en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine, le chef de l'Etat du Tchad s'est appuyé sur les potentialités du continent, et donc une opportunité pour en assurer le développement, mais il a aussi énuméré les défis auxquels l'Afrique fait

face actuellement: la chute des prix des matières premières, la crise alimentaire, le réchauffement climatique et le terrorisme. «L'Afrique doit croire en elle» a répété Idriss Deby avant de prendre l'engagement au nom de ses homologues chefs d'Etat d'apporter tout son soutien au programme de la BAD

LES LARMES DU PETIT KELVIN

Inventeur à l'âge de douze ans, Kelvin, de nationalité sierra-léonaise, était la vedette de la cérémonie d'ouverture des assemblées annuelles de la BAD. Il a eu l'exploit de fabriquer des batteries à partir des débris d'on ne sait quoi ramassés dans les poubelles. De fil en anguille, il est parvenu à fabriquer un groupe électrogène qui alimente des téléphones portables alors que certaines de ses autres trouvailles ont permis d'électrifier son village. De là il a fait le voyage des Etats-Unis à l'invitation des hôtes impressionnés par ses travaux. Il emporte un tel succès lors de sa réception au point de faire dans l'humour dont sont friands les Américains en déclarant qu'il avait été

mieux applaudi que le président Barack Obama lors de son investiture à la tête de la Maison Blanche.

À Lusaka, le président de la BAD l'a cité en exemple des réussites africaines, de l'espoir qu'il faut y garder. Une séquence du film de son aventure de jeune ingénieur a été déroulée dans la salle. Il y était. On l'invite à se montrer en public, à serrer la main des chefs d'Etat à la tribune. Étreint à tour de rôle par ces derniers, Kelvin, âgé de 19 ans aujourd'hui, a quitté la tribune en sanglots. Enfin, il n'a pas pu retenir son émotion. « Des enfants comme vous méritent de serrer la main des chefs d'Etat » commentait, égayé, le président de la BAD.

pour le développement de l'Afrique décliné en cinq grandes priorités (voir texte sur la conférence de presse du président de la BAD).

À son tour, le président Edgar Lungu, qui a abondé dans le même sens voudrait voir l'Afrique devenir «un acteur central de l'économie mondiale». Ce qu'elle est loin d'être aujourd'hui avec les nombreux déficits listés par les experts et les partenaires de la BAD dans plusieurs do-

maines: énergie, agriculture, technologies, emploi des jeunes, entrepreneuriat des femmes, et qui occuperont leurs débats.

Pour montrer combien les assemblées annuelles de la BAD gagnent en importance et en symboles, notons la présence de nombreux dirigeants ou leurs représentants, d'anciens chefs d'Etat africains, comme le Ghanéen John Kufor, les zambiens Kenneth Kaunda et Rupiah

Banda, ou encore l'ancien SG de l'ONU, Kofi Annan, des délégations venues de par le monde.

Et cette solennité de la cérémonie d'ouverture marquée par l'exécution de l'hymne national du pays hôte, et tout juste après - la Zambie est un pays pieux- la prière pour implorer la miséricorde du Très Haut dite par un officier habillé vareuse et galons de façon très remarquable.

De notre envoyé spécial à Lusaka, Gankama N'Siah



Une vue de la salle à l'ouverture des travaux

tenaires ce sont, a-t-il rappelé en passant, l'Union africaine, l'Union européenne, les États-Unis, la Chine, le Royaume uni, l'Inde et la Corée.

Pour le ministre zambien des finances, Alexander Chikwanda, qui préside le Conseil des gouverneurs de la BAD, l'accès à l'électricité

bie, pays hôte des assemblées 2016 de la BAD figure parmi les pays de l'Afrique australe que l'on disait de la ligne de front du temps de la lutte contre la ségrégation raciale.

Mais le front qui compte aujourd'hui, a expliqué le président de la BAD est bien celui de moderniser l'Afrique.

69^e ASSEMBLÉE DE L'OMS

Margaret Chan regrette l'échec de la lutte anti-moustiques

Débutés lundi, les travaux de la 69^e assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prendront fin le 28 mai à Genève, en Suisse. A l'instar des assemblées mondiales qui ont précédé la présente rencontre, les participants vont arrêter la politique de l'organisation.

À cette occasion, la directrice générale de l'OMS, Margaret Chan a déclaré devant les délégations présentes que la propagation de la fièvre Zika est « la conséquence de l'échec massif des politiques de lutte anti-moustiques ». « Zika est une conséquence extrême de l'incapacité à fournir un accès universel aux services de planification sexuelle et fa-

miliaire (...). La propagation de Zika est le prix à payer du fait d'un échec massif de la politique qui a abandonné le contrôle des moustiques dans les années 1970 », a-t-elle insisté.

Rappelant que l'Amérique latine et les Caraïbes, durement touchés par Zika, ont la plus forte proportion de grossesses non désirées dans le monde, la directrice générale de l'OMS a déploré le fait que l'infection, propagée par les piqûres de moustiques, a atteint l'Afrique. Margaret Chan a exprimé un profond regret sur le fait que les experts avaient « laissé tomber » dans les années 1970 la lutte contre les insectes porteurs de maladies. Les épidémies qui de-

viennent des urgences actuellement révèlent toujours des faiblesses spécifiques dans les pays touchés, mettant en lumière les lignes de faille du travail de préparation de la communauté internationale, a-t-elle estimé.

Evoquant l'échec observé dans la lutte contre le virus Zika en Amérique latine, la directrice générale de l'OMS a dit que les campagnes d'éradication avaient réussi dans 18 pays en permettant à ces Etats de se débarrasser de l'insecte dès 1962. Malgré cela, la résistance aux insecticides, plus un manque de volonté politique ont provoqué une recrudescence des moustiques Aedes aegypti.

« En l'absence de vaccins et de



Margaret Chan

tests de diagnostic fiables et disponibles à grande échelle pour protéger les femmes en âge de procréer; ce sont des conseils : éviter les piqûres de moustiques, retarder les grossesses, ne pas se rendre dans des régions atteintes par le virus », a déclaré Chan.

Signalons que plus de 60 pays

et territoires sont maintenant concernés par la propagation de Zika. Et loin de s'arrêter au niveau actuel, la même souche pourrait, selon des experts, atteindre l'Europe cet été. Le virus qui a été déclaré urgence mondiale de santé publique peut provoquer des malformations congénitales graves pendant la grossesse.

Nestor N'Gampoula

IMPORTANT DISTRIBUTEUR DE MATERIEL ELECTRIQUE RECHERCHE TECHNICO COMMERCIAL ELECTRICITE

Le candidat de niveau technique Bac+2 minimum sous la responsabilité du Directeur d'agence aura en charge le développement du département électricité (bâtiment et industrie)

Les qualités requises sont :

- Bon bagage technique dans le domaine électrique
- Bonne présentation et sens du commerce
- Connaissance de l'outil informatique et en particulier les logiciels de gestion de stock
- Une maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire

-Une expérience dans une activité similaire sera appréciée

Le poste est basé à Brazzaville et est à pourvoir rapidement

Le salaire sera à la hauteur de la compétence du candidat.

Merci de déposer votre dossier de candidature au bureau des Dépêches de Brazzaville (Agence de Pointe-Noire), sis Avenue Germain Bikoumat, Immeuble Les Palmiers (à côté de la radio-Congo, Pointe-Noire) ou par mail : ea_mel@hotmail.com

AVIS DE VENTE

Demi-parcelle (10 x25) avec 2 appartements (salon+ chambre+ douche + cuisine + wc interne) quartier Tchibatchi non loin de l'avenue Thystère.

Terrain de 600m² avec 3 boutiques sur l'avenue de l'Indépendance (en face du marché tié-tié).

Terrain de 1200m² avec 2 grandes villas, quartier Raffinerie à 100m de l'hôtel Patte d'oie.

Parcelle de 400m² avec 3 appartements non loin de l'avenue de la frontière, quartier Tchibamba, arrêt Colonel.

Contact : Etude notariale Maître Douta / Tél : +242 06 658 13 02

IN MEMORIAM

21 Mai 2008 - 21 Mai 2016

Bileko Bernard (grand BIL)

Voici huit(8) ans déjà que tu es parti loin de nous papa, ton absence prolongée a créé un grand vide en nous qui t'avions tant aimé. En ce jour de triste anniversaire, les enfants : Junior ; Divina-Aurore ; Marie-Destinée ; Samuel-Bernard Bileko, Mbizi Amedé et la veuve Bileko Antoinette, prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Des messes en sa mémoire ont été dites, en les paroisses St Pierre-Claver de Bacongo et St PiX de l'OMS, le Dimanche 22 Mai 2016 à 10h30.

Repose en paix, à jamais, tu resteras gravé dans nos cœurs, Mémoire éternelle Grand Bil !



IN MEMORIAM

25 Mai 1998 - 25 Mai 2015. Voici dix-huit ans jour pour jour que Madame Onanga née Essoundou Célestine était arrachée à l'affection des siens.

En cette date de souvenirs et de triste anniversaire, toute la famille Onanga Prosper prie tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle.

Toujours affligés, nous rendons grâce à Dieu de ce que son âme repose en paix pour l'éternité.

Maman, nous ne t'oublierons jamais !



NÉCROLOGIE

Roger Séraphin loupet agent des Dépêches de B/ville

La famille Loupet, la veuve Morapenda née Bazenga Philomène, les familles Nanitelamio et Houla, les enfants Moboua ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur sœur, mère, tante et nièce Christine Nzonzeka, survenu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient au N°28 bis de la rue Mbamou Mougali.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



La famille Salabanzi Félix, Hemilembolo Célestine, Loulandou Charles, Edwige, Lydie et Clarisse ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissance le décès, le 21 mai 2016 au CHU de Brazzaville, de leur fils, frère et oncle Aurelien Loulandou.

La veillée mortuaire se tient au n°25, rue Linzonlo à Ouenzé.

L'inhumation aura lieu le vendredi 27 mai 2016 à Brazzaville.

FAIRE VOYAGER NOTRE CULTURE

AVEC FLORELLE
JOURNALISTE ET PRODUCTRICE
#TALENTDUCONGO



CRISE CONGOLAISE

Le facilitateur Edem Kodjo se brûle les ailes

L'ancien Premier ministre togolais, récusé par une bonne frange de la classe politique et d'acteurs sociaux de la RDC, se rend compte de la difficulté de régler certaines affaires politiques, notamment celles du Congo.

Alors que la communauté internationale, plus précisément l'Union africaine (UA), attend voir la mission confiée à Edem Kodjo aboutir, dans un délai raisonnable, à l'organisation d'un forum mettant les Congolais autour d'une table, la tâche confiée à l'ancien Premier ministre togolais se complique au jour le jour. Les politiciens congolais lui trouvent des erreurs dans l'accomplissement de cette mission, rendant de plus en plus ardue cette tâche qu'il croyait assumer en toute simplicité.

Déjà, cette personnalité choisie par la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini Zuma, a été obligée de faire le tour de la « planète » en vue de rencontrer les différentes parties prenantes de cette crise congolaise. Partout où il est passé, les gens rencontrés ont fait semblant de « marcher avec lui » pour se rétracter après son passage. Ce qui a fait qu'il lui était difficile d'harmoniser ces données mouvantes dans un temps record.

Aujourd'hui, plusieurs mois après le début de sa mission, Edem Kodjo se rend compte que cette tâche que Mme Nkosazana Dlamini

Zuma lui a confiée n'est pas facile. Et les Congolais veulent même le tourner en bourrique.

Personna non grata

Le facilitateur désigné du Dialogue politique national voulu inclusif n'est plus, en effet, en odeur de sainteté avec une bonne frange des acteurs sociaux et politiques congolais. Dans une déclaration politique du 23 mai, par exemple, la Nouvelle classe politique et sociale/Opposition nationaliste a même donné un ultimatum au diplomate togolais, appelé à quitter le sol congolais avant le 30 mai courant. Comme une guillotine, cette plate-forme politique fait pendre au dessus du cou d'Edem Kodjo un sit-in de toute l'opposition pro-dialogue, qui devra être organisé devant son bureau pour exiger son départ le plus rapidement possible. Pour le regroupement politique qui accuse le facilitateur choisi par l'UA « d'incompétence », sa sagesse et sa neutralité sont sujettes à caution.

Selon un des leaders de cette plate-forme, Steve Mbikayi, en effet, Edem Kodjo « *devra tirer les conséquences de ses actes qui ont démontré son raisonnement partial* ». Au lieu de faciliter la tâche aux Congolais, a-t-il dit, Kodjo est devenu un « *complicateur* ». « *Depuis l'arrivée à Kinshasa du facilitateur Kodjo, c'est en vain que nous avons cherché la sagesse dans sa façon de*

conduire les choses », a déploré Steve Mbikayi.

On reproche également Edem Kodjo ses déclarations dans lesquelles il avait notamment dénoncé la prise en otage du dialogue par le parti d'Étienne Tshisekedi, l'UDPS, alors qu'il avait, en même temps, souligné qu'il n'y aurait pas dialogue sans UDPS. « *... Nous allons aussi le renvoyer à la suite de ses prises de position très proches d'un parti de l'opposition, ses déclarations à l'emporte pièce et la confusion qu'il entretient autour de son rôle de facilitateur* », a notamment souligné Steve Mbikayi.

Ni la majorité, moins encore l'opposition

À suivre les remarques qui se font sur le travail confié au diplomate togolais, on se rend compte que ni la majorité, moins encore l'opposition ne croient en la capacité d'Edem Kodjo de conduire les Congolais vers la paix attendue à l'issue du dialogue qu'il est appelé à gérer. Pendant que les uns lui trouvent une lenteur dans la convocation de ce forum, les autres lui reprochent sa gestion de l'affaire. Mais, en attendant,



Edem Kodjo

personne ne lui facilite la tâche que lui a confiée la présidente de la Commission de l'UA. Entre-temps, on lui rappelle son passage dans le conflit burundais. Cette crise congolaise risque donc d'entamer la réputation de ce diplomate qui a également assumé de grandes responsabilités dans son pays. Et les Congolais et la communauté internationale continuent d'attendre les résultats de cette mission de bons offices.

Lucien Dianzenza

RDC-UGANDA

Nouvel incident frontalier sur le lac Albert

Le pays de Yoweri Museveni a menacé de mener des actions militaires si la RDC continue à attaquer ses forces de sécurité à la frontière.



Henry Okello-Oryem

Un incident est survenu, le 21 mai, sur le lac Albert qui marque une partie de la frontière entre la RDC et l'Ouganda. Il y aurait eu, d'après des sources, un échange des tirs entre les forces de sécurité de deux pays. On ne sait pas trop ce qui s'est réellement passé, à en croire le porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende qui s'est réservé de commenter dans un sens comme dans l'autre ce fait, préférant s'en remettre à l'enquête initiée à cet effet. En tout état de cause, quatre policiers ougandais auraient été tués alors qu'ils répondaient à un appel concernant des activités de pêche illégale sur la partie ougandaise du lac. Pour le gouvernement ougandais, il ne fait l'ombre d'aucun doute que ces policiers ougandais ont été abattus par les militaires rd-congolais en faction sur ce poste frontalier. Plus grave, il est fait état du convoi par les troupes

RD-congolaises des corps des policiers ougandais tués, de leurs armes et de leur embarcation vers Beni, dans la province du Nord-Kivu. Réagissant lundi à cette situation au cours d'une conférence de presse tenue à Kampala, le ministre d'État ougandais aux affaires étrangères Henry Okello-Oryem a indiqué que son pays n'hésiterait pas à utiliser le principe de poursuite dans la protection de ses citoyens et de son territoire. Le même jour, le chargé d'affaires congolais en Ouganda a été convoqué au ministère ougandais des Affaires étrangères où une lettre de protestation lui a été remise.

Tout en revendiquant le rapatriement des corps des policiers ougandais tués ainsi que des compensations appropriées au bénéfice de leurs familles respectives, Henry Okello-Oryem estime, par ailleurs, que les autorités congolaises doivent utiliser le cadre convenu avec l'Ouganda pour régler le problème. « *La recrudescence d'un incident similaire pourrait obliger les forces armées ougandaises à repousser un tel acte pour protéger nos citoyens et propriétés* », a-t-il indiqué avant d'exiger la tenue d'une réunion urgente entre les chefs sécuritaires des deux pays.

En attente des résultats de la commission d'enquête mixte RDC-Ouganda, Kinshasa a déploré pour sa part, via le porte-parole du gouvernement, l'incident sans toutefois confirmer ni infirmer le bilan comme présenté par la partie ougandaise. Notons que cet incident n'est pas le premier du genre observé aux alentours du lac Albert où les arrestations des soldats et policiers de deux États sont fréquentes sans que cela ne conduise forcément à une rupture diplomatique.

Alain Diasso

CHEMIN DE FER

Une moyenne alarmante d'un déraillement par jour

Au regard des défis énormes liés à la relance de la voie ferrée en RDC, les discussions vont se poursuivre entre les autorités congolaises et la Banque mondiale (BM) dans le cadre du Projet de transport multimodal (PTM) qui arrive à son terme en 2018. L'idée est d'utiliser de manière efficiente les deux années restantes pour un fonctionnement optimal du géant des transports, la Société nationale de chemin de fer (SNCC).

Au cours de cette période, les priorités seront de plusieurs ordres, notamment la baisse des accidents, la sécurisation de la voie ferroviaire, la modernisation du matériel roulant, la réparation des wagons et l'amélioration du mode de gestion de la SNCC. En effet, cette société commerciale relie treize des vingt-six provinces congolaises issues du découpage territorial. Par ailleurs, après la récente acquisition des nouvelles locomotives, les efforts de relance de la SNCC se focaliseront cette année sur la réhabilitation du chemin de fer. Au total, il y a 1400 km de voie ferrée à réhabiliter. Après l'acquisition des fournitures dont les rails, les traverses métalliques et en béton, les travaux ont débuté effectivement sans aboutir à un arrêt du trafic. Les endroits non réhabilités constituent des points fragiles responsables des déraillements. Circulant sur la voie ferrée à la vitesse prudente de 25 km/h, le train de la SNCC est arrivé malgré tout à baisser le temps de rotation entre Lubumbashi et Muene-Ditu de deux semaines à sept jours.

Pour arriver à évaluer l'impact sur les bénéficiaires finaux, les premières enquêtes de satisfaction auront lieu au courant de cette année. La SNCC dessert tout le sud-ouest, l'est et le nord-est de la RDC, représentant un réseau de 3 651 km de chemin de fer capable de connecter les provinces enclavées du pays dont les Kasai et le Maniema. Au-delà, le réseau est interconnecté avec d'autres réseaux ferroviaires en Angola et en Zambie. Cette série d'enquêtes permettra ainsi de recueillir l'impression des populations sur les changements

déjà perceptibles. « *L'efficacité du rail tient à la fois à l'infrastructure, au matériel roulant et aux modes de gestion de la société* », insiste un expert. Le PTM travaille justement sur ces différents domaines, quoique le rythme reste assez lent, poursuit-il. Néanmoins, renchérit notre source, « *il y a des localités où le train a recommencé à circuler grâce au PTM* ».

Actuellement, une infime minorité de minerais est transporté par le réseau ferroviaire. Cela exige le renouvellement des sites les plus endommagés de la voie ferrée, surtout dans la partie minière de l'ex-Katanga. « *Le chemin de fer ne peut plus être aussi négligé alors qu'il s'agit de la voie la moins chère. La route utilisée aujourd'hui par tout le monde coûte excessivement cher et cela a des répercussions sur le prix final du produit* ». Avec le PTM, le gouvernement attend des résultats précis, notamment l'amélioration de la connexion des modes de transport en RDC, le rétablissement de la viabilité financière de la SNCC, le renforcement des performances opérationnelles des entreprises publiques de transport et la simplification des procédures du commerce international de la RDC.

Déjà, les nouvelles en provenance de l'ex-Katanga sont plutôt bonnes. En date du 20 mai 2016, 1 295 tonnes de marchandises diverses étaient en instance d'expédition à Muene-Ditu et à Kananga. Il s'agit de 37 wagons dont 30 pour Muene-Ditu. Les marchandises étaient en instance d'évacuation à Kamina, dans le Haut-Lomami. Elles ne représentent pas des stocks accumulés mais, confie cette fois une source proche de la SNCC contactée par l'ACP, ces marchandises ont été déposées au courant de la même semaine par des trains électriques en provenance de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga. « *L'acheminement à destination a été assuré par des locomotives diesel acquises récemment sur fonds du gouvernement et de la Banque mondiale* ». À ce stade, le volume des marchandises est encore loin de la capacité réelle de traction des nouvelles locomotives en déploiement.

Laurent Essolomwa

GENÈVE

La RDC présente à la 69^e assemblée mondiale de la santé

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi Mukwampa, séjourne depuis le 23 mai à Genève en Suisse où il conduit une forte délégation de la RDC pour prendre part aux travaux de la 69^e assemblée mondiale de la santé.



Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi

Le clou de cette 69^e assemblée mondiale de la santé sera l'élection du nouveau directeur général de l'OMS. Car l'actuelle, le Dr Margaret Chan, est arrivée à la fin de son mandat à la tête de cette institution onusienne. En marge de cette session, le ministre de la Santé publique a pris part à la réunion sur les maladies tropicales négligées. Il était question de réfléchir sur le projet spécial élargi pour l'élimination des maladies tropicales négligées. Cette réunion s'est tenue dans le Room IX du Palais des nations de Genève. Elle a connu la présence des ministres de la Santé de différents pays tropicaux et des dirigeants de l'OMS aussi bien au niveau africain que mondial. Ils ont discuté sur ledit projet qui a pour objectif de contribuer à l'accélération de la réduction de la charge de cinq maladies tropicales négligées, à savoir l'onchocercose, la schistosomiase, le trachome, la STH et la filariose. La contribution de la RDC, qui fait face à ces maladies, a été fort saluée.

Pour le Dr Felix Kabange, la lutte contre ces maladies implique un engagement des États aussi bien au niveau de la volonté que du financement qui doit être fait avec l'appui des partenaires d'autant plus que la plupart des États africains ont des problèmes budgétaires sérieux ou des affectations budgétaires prioritaires d'où la nécessité d'une prise de conscience et d'un engagement au plus niveau pour lutter contre ces maladies négligées. Au terme de cette réunion, un comité a été mis en place au niveau international qui aura la charge d'apporter un appui technique coordonné aux programmes nationaux en charge de ces maladies, cela en conformité avec le plan stratégique régional de lutte contre ces maladies pour la période 2014-2020.

Après cette réunion sur les maladies tropicales négligées, le Dr Félix Kabange Numbi a échangé avec le bureau de l'inspecteur général du fonds mondial. Cette structure intervient en RDC avec des financements de l'ordre de sept cent un millions qui vont jusqu'à la fin 2017. Des discussions ont porté notamment sur la chaîne d'approvisionnement. Pour rappel, l'Assemblée mondiale de la santé rassemble les délégations des États membres de l'organisation. C'est l'organe décisionnel suprême de l'OMS. Son rôle est d'établir les orientations politiques de l'organisation, de contrôler sa politique financière, d'examiner et d'approuver le projet de budget programmé.

Aline Nzuzi

MBONDA ELELA

L'abécédaire du management culturel expliqué à une vingtaine de managers

Le sujet a constitué l'essentiel de la matière à l'ouverture de l'atelier animé du 24 au 27 mai par le directeur de l'agence culturelle Zhu Culture, Luc Mayitokou, à la Délégation Wallonie-Bruxelles en marge du festival international de Kinshasa qui se tiendra le week-end dans l'enceinte de l'Académie des beaux-arts.

Venu de Dakar, où il travaille sur la gestion des carrières artistiques, la formation de tous les métiers autour du spectacle vivant et sur l'expertise culturelle en général Luc Mayitokou met son savoir à contribution pour le Festival Mbonda Elela. Son concours dans le domaine de la formation vient en amont de la manifestation à travers cette session de quatre jours dans le but, explique-t-il, du « renforcement des capacités des managers pour la gestion des carrières de leurs artistes ». le 24 mai, au terme de la séance d'ouverture au milieu de la journée, le formateur affirme avoir cerné un peu la demande des vingt-six managers présents. Ce qu'il a expliqué de la sorte : « Déjà au niveau des candidatures, j'avais pu voir les motivations de chacun. La demande reposait vraiment sur les outils pour la gestion des carrières ». Et d'ajouter : « La première journée nous permet de mettre les bases. Une gestion de carrière, c'est aussi une relation entre le manager et un artiste pour laquelle il faut une base contractuelle ». À cet effet, a-t-il dit, il a été question « d'éplucher les clauses essentielles du contrat de management pour pouvoir en ressortir les devoirs d'un manager, les obligations d'un artiste ». Ce qu'il convient de tenir pour la feuille de route qui va permettre certes d'avoir une base contractuelle entre les deux parties, « mais surtout pour un plan de carrière efficace ». Des échanges ont suivi cette matinée initiale de formation qui s'est prolongée l'après-midi avec d'autres sujets. Luc Mayitokou a poursuivi son propos sur notamment l'écosystème de la musique et le réseautage.

Formation et pratique

D'ordinaire, a reconnu Luc Mayitokou, « il faut deux

semaines pour approfondir certains sujets mais l'idée avec les partenaires est de répéter l'expérience afin d'y parvenir ». Néanmoins quoique le temps imparti soit assez court, faut le dire, le directeur de Zhu Culture pense le mettre à profit pour des premiers résultats vu que le cadre s'y prête. En effet, l'atelier organisé dans le cadre de Mbonda Elela lui paraît d'autant plus intéressant que



Une vue partielle de la première séance de formation des managers culturels

l'événement va servir de cas pratique pour les managers en formation. « Là, sur les quatre jours que nous avons, plus les deux jours sur le festival, nous allons nous focaliser sur les bases et les outils qui vont déjà permettre aux managers de travailler sur le terrain. Et, au fur et à mesure, la formation peut s'étendre sur plusieurs mois, mais ils pourront déjà œuvrer sur le terrain et monter des outils qu'ils utiliseront sur le plan national et à l'international », a-t-il affirmé.

Retenons que le Goethe Institut est l'organisateur principal de cet atelier de formation à l'intention des managers de musiciens professionnels. Gitte Zschoch indique que sa tenue vient en réponse à la sollicitation du festival de percussions et de ses partenaires, l'Institut national des arts (INA) et le Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) quitte à le voir contribuer au volet formation de l'événement. Savoir du reste que, a souligné la directrice du bureau de liaison de l'Institut Goethe en RDC, la professionnalisation des managers fait partie des domaines inscrits dans ses objectifs. L'atelier a été préparé de concert avec la fondation Music in Africa.

Nioni Masela

ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

Démarrage de l'opération au mois de juillet

Le lancement de cette opération aura lieu dans la nouvelle province du Nord-Ubangi.

Le processus électoral en RDC pourrait prendre sa vitesse de croisière au mois de juillet avec le début proprement dit de l'opération d'identification et enrôlement des électeurs. Après la phase d'expérimentation ayant permis de jauger la qualité des équipements affectés à cette opération, la Céni est disposée à débiter le processus de révision du fichier électoral. C'est ce qui ressort de l'entretien que le président de cette institution Corneille Naanga a eu, en début de semaine, avec les présidents de deux chambres du Parlement. C'est dans la nouvelle province du Nord-Ubangi que sera lancée cette opération qui entend booster le processus électoral en cours.

Autre détail, c'est que la Céni étudie actuellement un mécanisme pouvant permettre l'annonce des résultats le même jour du vote, ou au cas contraire, le jour suivant. Le président de la Céni a saisi l'occasion pour présenter à ses interlocuteurs cet imminent projet qui permettra à la Céni de se doter d'une nouvelle technologie de transmission instantanée des données mise au point par les Coréens. « Nous sommes en étude avec la commission sud-coréenne depuis une année et les études semblent déjà se conclure et elles sont vraiment satisfaisantes. Nous allons donc introduire cet élément », a précisé Corneille Naanga à l'issue de ses entretiens avec les présidents des deux chambres législatives. Il a imploré ces derniers pour que cette donne soit prise en compte dans la loi sur l'enrôlement des électeurs en cours des discussions à l'Assemblée nationale. « Ce que nous attendons du Parlement ce qu'avant d'introduire une telle question, il faut qu'on légifère, il faut que ça soit coulé dans la loi », a précisé Corneille Naanga.

Alain Diasso

LIGUE DES CHAMPIONS/PHASE DES POULES

La CAF disqualifie V.Club !

À quelques heures du tirage au sort de la phase des groupes des deux coupes africaines interclubs, la Confédération africaine de football (CAF) vient de disqualifier l'AS V.Club de Kinshasa. C'est Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud, dernier club éliminé par le team vert et noir de Kinshasa, qui prend sa place pour continuer la compétition.

L'information a été annoncée tel un tonnerre. La Confédération africaine de football (CAF), au travers de sa commission des compétitions, a pris, le 24 mai au Caire lors de sa réunion la décision de disqualifier l'AS V.Club de la Ligue des champions d'Afrique, appliquant les articles 114.1 & 114.2 du Code disciplinaire de la CAF qui traitent du report des suspensions de matchs aux compétitions suivantes. Les Dauphins Noirs de Kinshasa venaient juste de se hisser à la phase des poules de la C1 aux dépens de Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud. V.Club ne participera donc plus à cette étape de la compétition à cause du dossier relatif à la participation à la phase préliminaire du joueur Idrissa Traoré, transfuge de la formation du Stade Malien de Bamako. V.Club a aligné ce Malien contre la formation de Mafunzo de Zanzibar en février 2016, alors qu'il devrait purger quatre matchs de suspension, sanction que le Jury disciplinaire de la CAF lui a infligée lorsqu'il était dans son ancien club. La plainte a été introduite à la CAF par l'ancien club du joueur, le Stade Malien de Bamako. Idrissa Traoré n'avait purgé qu'un match et il lui restait trois matchs.

Le secrétariat de V.Club dirigé par

Banichay devrait donc bien éplucher le dossier de ce joueur à son arrivée à Kinshasa. Mais apparemment, cela n'aurait pas été fait. Et le joueur lui-même n'a visiblement pas été honnête pour faire part de sa situation à son nouveau club. Et la CAF n'a fait qu'appliquer ses règlements. Elle s'est référée ici aux articles 9 et 10 du Chapitre VII des règlements de la Ligue des Champions Orange de la CAF sur les mesures disciplinaires. Ces articles stipulent : « 9. ... le décompte des sanctions demeure de la responsabilité des clubs qui assumeront toute infraction aux règlements. 10. Toute équipe qui aura commis une fraude sur l'identité d'un joueur suspendu ou non qualifié aura match perdu par pénalité et sera définitivement éliminée de la compétition dès que les faits invoqués seront établis par la Commission interclubs de la CAF. » Lon ne sait pas si les Dauphins Noirs vont à leur tour introduire un recours et peut-être apporter des arguments assez probants. Mais à la suite de cette décision de l'Instance continentale du football, c'est Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud qui prend la place de V.Club, étant le dernier club éliminé par le team vert et noir de Kinshasa, au tirage au sort qui devrait avoir lieu le 24 mai. La RDC ne pourrait compter désormais que sur le TP Mazembe qui va disputer la phase des groupes de la Coupe de la Confédération après avoir écarté de son chemin en barrage de la C2 le club tunisien de Stade Gabésien.

A.D.

7^e ÉDITION DU FORUM INTERNATIONAL GREEN BUSINESS

Des possibilités de financement repertoriées

Cette édition portant sur le thème «Comment l'innovation et la technologie peuvent favoriser le développement de l'économie verte en Afrique subsaharienne ?» s'est tenue du 17 au 19 mai. Il ressort des travaux qu'il existe plusieurs possibilités de financement en matière d'économie verte et que le Congo regorge de nombreux atouts en matière d'énergies renouvelables.

Co-organisé par la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire, le gouvernement du Congo, la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEAAC) et le secteur privé de la place, le Forum international green business (FIGB) est une véritable plate-forme de rencontres, de partage d'idées, de bonnes pratiques, de solutions sur la promotion de l'économie verte au Congo et en Afrique et aussi d'opportunités d'affaires. Il est considéré comme un instrument d'intégration sous régionale depuis son institutionnalisation par la CEEAC en 2012.

Pour Rosalie Matondo, ministre de l'Économie forestière, de l'environnement et du développement durable qui a ouvert les travaux du forum, l'économie verte doit découler de l'utilisation des technologies respectueuses de l'environnement, moins consommatrices de matières premières et moins génératrices de carbone. Ceci, grâce à l'innovation technologique qui implique la recherche et doit s'adapter aux besoins et réalités des pays.

s'inscrivant dans cette optique, Honoré Tabuna, représentant de la CEEAC a indiqué que pour le secrétaire générale de cette communauté, le 12 décembre 2015 date de la clôture de la cop 21, a marqué le passage de l'économie carbonée à l'économie verte des énergies renouvelables et aussi le passage de l'économie verte des discours et des conceptions vers l'économie verte de solutions qui doit contribuer, entre autres, à la diversification de l'économie de chaque État membre de la communauté, à l'intégration régionale, favoriser des savoir-faires traditionnels, le développement des entreprises, la création d'emploi et surtout l'amélioration des conditions de vie des populations. La conjoncture économique actuelle se caractérisant par une baisse des matières premières, pour Rosalie Matondo, cette économie est une véritable alternative à cette crise : « *L'économie verte va permettre de restructurer fondamentalement les économies, afin qu'elles stimulent et soutiennent les énergies renouvelables, la croissance verte et les emplois verts* », a-t-elle dit.

Honoré Tabuna, représentant de la CEEAC, a aussi indiqué que pour le secrétaire générale de cette communauté, le 12 décembre 2015, date de la clôture

de la cop 21, a marqué le passage de l'économie carbonée à l'économie verte des énergies renouvelables et aussi le passage de l'économie verte des discours et des conceptions vers l'économie verte de solutions qui doit contribuer, entre autres, à la diversification de l'économie de chaque État membre de la communauté, favoriser les savoir-faire traditionnels et, surtout, l'amélioration des conditions de vie des populations. Trois plénières, huit tables rondes et six ateliers ont constitué les travaux du forum. À cela s'ajoutent les activités organisées en marge, à savoir l'atelier de sensibilisation aux journalistes, les activités pour les jeunes (quizz, l'atelier sur l'entrepreneuriat, les témoignages des jeunes entrepreneurs) et l'exposition des produits et projets innovants qui a réuni des entreprises de la place.

Pendant trois jours, experts, chercheurs, chefs d'entreprise, représentants des organisations de la société civile, étudiants et autres, ont réfléchi, échangé et identifié en quoi l'innovation et la technologie peuvent constituer des leviers du développement de l'économie verte en Afrique. Plusieurs sous-thèmes ont été développés en tenant compte des objectifs de ce forum, notamment la promotion des technologies appliquées aux services des thématiques telles que le climat, l'urbanisme, l'agriculture, l'entrepreneuriat, les énergies renouvelables, les investissements, le financement et la culture; reconnaître l'importance du rôle central du développement et du transfert de technologie comme vecteur favorisant de l'économie verte en Afrique; une meilleure coordination dans la mise en œuvre des politiques de la science, de la technologie et l'innovation avec les politiques sectorielles, telles que l'aménagement et le développement du territoire, l'habitat, le climat, l'investissement, la culture, l'agriculture et l'entrepreneuriat.

L'innovation ne concerne pas seulement la technologie

Il ressort desdits travaux que l'innovation est une déviance parce qu'elle se fait en dehors de la norme, c'est un état d'esprit entrepreneurial qui fait appel à l'empathie, un travail collectif et collaboratif ancré dans la réalité des traditions et qui implique la science. Elle concerne un produit ou une prestation, un procédé, une organisation ou le marketing. Et comme l'a souligné Martial de Paul Ikounga, si le mot science n'apparaît pas directement dans le thème du forum, elle est sous-entendue. Car la science, la technologie et l'innovation (STI) sont liées. Pour lui, il est urgent d'opérer un changement et de choisir entre l'économie d'extraction et l'économie d'apprentissage, donc du savoir, qui permet de comprendre et maîtriser comment marchent les choses, comment les technologies marchent



Une vue des participants au forum

et gouvernement la synergie qui entraîne la spirale du progrès avec comme moteur l'esprit créatif et l'innovation. « *Il n'y a aucun doute que connaître un produit est souvent plus important que la production* ». Pour ce qui est du transfert des technologies, il nécessite l'acquisition mais aussi l'appropriation. « C'est pourquoi nous disons qu'en matière de STI, le grand défi est de savoir chaque fois lier l'outil le plus performant avec la main la plus experte », a-t-il dit.

Des possibilités de financements de projets verts

Au cours des travaux, il a été noté l'existence des opportunités de financement des projets verts avec le Fonds pour l'économie verte en Afrique centrale (en cours d'installation et sera logé à la Banque des États de l'Afrique centrale), un fonds vert dont le Congo souhaite accueillir le siège, a informé Ingrid Olga Ebouka Babakas, ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, lors de son intervention. Il y a aussi le Fonds vert mondial et les autres possibilités de financement des projets par des institutions financières comme la BCI (la Banque financière internationale) et à la Société financière internationale qui ont mis en place une stratégie de financement des PME. Mais ces financements sont souvent levés du fait des contraintes liées, entre autres, à l'environnement des PME et aux problèmes liés à leur structuration. De ce fait, Ingrid Olga Ebouka Babakas a fait état de la nécessité de centraliser les projets en matière d'économie verte. Et pour ce qui du Congo, elle a informé de la création prochaine au sein de son ministère d'une cellule chargée d'informer les pourvoyeurs de projets sur la démarche à entreprendre pour bénéficier des financements existant en Afrique, à travers le monde ou peut-être prochainement au Congo.

Des innovations en matière d'agriculture

Actuellement en Afrique, les solutions en matière d'agriculture sont surtout tournées vers les énergies renouvelables. L'agriculture est prise en compte du fait qu'il y a beaucoup d'éléments qui

relèvent d'elle et qui sont rejetés dans la nature comme les déchets alimentaires, les déchets des plantes et autres, qui peuvent être utilisés pour la création des énergies renouvelables. Ce qui va entraîner un impact sur le plan économique et social (création des emplois, augmentation de la main d'œuvre, réduction de la pollution dans les villes...) et même politique puisque cela peut conduire les décideurs à se pencher sur ce domaine. « *Le politique n'a pas encore trouvé la nécessité de le faire mais si on lui montre que cela a un impact positif sur l'environnement, il va s'y intéresser* », a confié Emmanuel Nzenowo du groupement représentatif IG poivre de Benja (Cameroun). Pour lui, en matière de fabrication des plaques solaires par exemple, il y a déjà la technologie, il faut seulement la volonté politique de financer.

Le Congo, pays présentant des avantages en énergie renouvelable

Le Congo est un pays qui présente beaucoup d'avantages comparativement en matière d'économie verte et d'énergie renouvelable avec la récupération des déchets de scieries de bois, les copeaux de bois et autres. C'est le cas avec la Saris Congo (Société agricole de raffinage industrielle du sucre) qui constitue actuellement un des exemples typiques d'entreprises africaines qui s'est lancée dans un projet de reforestation en vue d'intégrer le marché du carbone et vendre des crédits carbone. Dans ce cadre, des études sont en cours. La société a développé des projets innovants, notamment la production de l'électricité à base des déchets de canne à sucre, les cultures irriguées et le traitement des effluents.

Au cours des travaux, plusieurs projets initiés par le Congo pour promouvoir l'économie verte ont été présentés. Il s'agit, entre autres, de l'aménagement durable des concessions forestières, la promotion du tourisme cynégétique et de vision, le lancement du projet national d'afforestation et de reboisement (Pronar), la mise en œuvre du processus Redd+, la production de l'électricité à partir du gaz associé et de la biomasse. Les sous-thèmes sur l'agriculture ont aussi porté sur les indications

géographiques. Ce concept qui était déjà appliqué en Europe est une innovation lancée en Afrique à travers l'Oapi (Organisation africaine pour la propriété intellectuelle). Il consiste à protéger les produits du terroir et leur donner de la notoriété, valoriser, faire connaître et aider les petits producteurs dépourvus de moyens. Au forum, les indications géographiques ont concerné le poivre de Benja, un des trois produits retenus en Afrique sur les huit proposés au départ dans ce cadre. Les participants au forum ont pu découvrir à travers les vidéos, documentaires et l'exposition organisée sur le lieu de l'événement, diverses technologies, produits et projets innovants.

Au terme des travaux, Didier Sylvestre Mavouenzela, président de la Chambre de commerce et président du comité d'organisation du forum, s'est dit heureux de l'immense intérêt qu'a suscité la thématique et que la nécessité d'une migration vers un nouveau paradigme économique a fait émerger une convergence sans nuance. « C'est pour moi un indice d'un niveau supplémentaire de prise de conscience », a-t-il dit. Et le conseiller de la ministre chargée du développement durable qui a clôturé les travaux a estimé que les objectifs du forum étaient atteints.

S'exprimant au nom des participants, Martial de Paul Ikounga a souhaité que la délégation congolaise fasse état de la tenue de ce forum au Congo lors de la conférence des ministres africains de la science et de la technologie. Cela, en vue de mobiliser pas seulement les innovateurs de ce pays mais de toute l'Afrique. Satisfaits de la bonne organisation de l'événement, les participants ont souhaité qu'il soit pérennisé et qu'il soit d'une utilité certaine pour toutes les populations. Par ailleurs, il a été indiqué dans le communiqué final, qu'ils recevront dans les jours à venir le livre blanc contenant les suggestions et recommandations formulées au cours des travaux. Le forum a connu la présence des ambassadeurs de la République fédérale d'Allemagne et de l'Afrique du Sud.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

TCHIMAGNI

La population passe à tabac un présumé cambrioleur

Âgé d'une trentaine d'années, ce voleur été appréhendé dans la nuit du 20 au 21 mai par un groupe de gens vivant au quartier Tchimagni situé dans la ville océane, alors qu'il tentait de défoncer une porte.

Le cambrioleur, dont l'identité n'a pas été révélée, a été appréhendé dans la nuit du vendredi à Samedi de la semaine dernière aux environs de 3 heures du matin. Ce dernier tentait de défoncer la porte d'une maison, avant de se faire prendre par l'une des propriétaires qui, de l'intérieur de la maison a réussi de le retenir par son bras. Pris à partie comme un animal dans un piège à mâchoire, le jeune homme impuissant a été vite récupéré et frappé par les riverains du quartier qui se sont fait justice.

Informés de la situation, les éléments de la force de l'ordre sont arrivés sur les lieux, aux environs de 9 heures, soit six heures après le lynchage du voleur. Peu après, le présumé voleur a été emmené dans un poste de police pour les besoins d'enquête. Après ce cas de vol manqué, la population a été invitée à rester vigilante, car des actes de vol similaires sont devenus récurrents dans le secteur créant la psychose et la peur à la population. Rappelons que ce n'est pas pour la première fois que la population se fait justice après l'arrestation d'un présumé voleur. Il y a quelques mois seulement, un présumé braqueur a été brûlé vif par la population au fond Tié-Tié.

Hugues Prosper Mabonzo

MUSIQUE

La rumba de l'époque fait danser les nostalgiques

Une grande journée rumba a eu lieu, le 21 mai, à l'Institut français de Pointe-Noire à la faveur de l'organisation du concert de rumba traditionnelle des musiciens de ladite ville après trois jours de résidence sous la direction artistique d'Émile Biayenda.



Les artistes jouant le concert rumba crédit photo»Adiac

Brice Mizingou, Gaël Manangou, Lionel Kombo 2 Bayonne, Gacha et Maxi 45 tours, trois musiciens de Pointe-Noire ont travaillé en atelier sur la rumba traditionnelle animé par Émile Biayenda, fondateur des tambours de Brazza, vivant actuellement en Europe depuis une vingtaine d'années, un artiste qui sert de passerelle entre les mondes du jazz et des musiques traditionnelles du Congo.

En effet, les artistes ont fait une révisitation de la rumba traditionnelle dont les deux Congo sont les précurseurs en Afrique avec les orchestres mythiques: African Jazz de Grand Kallé, les Bantous de la Capitale mais aussi les musiciens Pamelou Mounk'a, Kosmos Mountouari, Zao, Tabu Ley, Franklin Boukaka avec les anciens succès tels Indépendance tchatcha, Comité ya Bantous, Makambo mibalé, mokolo na ko kufwa, Welé, Amour de Nombakélé ont été interprétés avec maestria par les musiciens, accompagnés des pas de danses du public qui, en couple ou en solo, a envahi la scène ouverte à tout danseur. Cette réminiscence a replongé le public dans les années fastes de la rumba congolaise, une musique chantée, dansée et écoutée, qui d'année en année a subi certes des apports sans vraiment connaître une altération de sa substance. Ainsi, Yolélé, la chanson de Papa Wemba a été jouée à la fin du concert comme pour rendre hommage à l'émérite musicien, défenseur de la rumba disparu le 24 avril dernier. Cette expérience qui a été une réussite devrait être renouvelée régulièrement pour non seulement revivifier les merveilles de la rumba mais aussi pour inculquer à la jeunesse les vertus de cette musique de recherche où le texte et le rythme font bon ménage.

H.B.M.

TCHIMBAMBA

Un habitant a été victime des coups de machette

Selon la victime, les faits se sont déroulés le 21 mai à 1 heure du matin dans le quartier Tchimbamba Vachero situé dans le premier arrondissement, Émery Patrice Lumumba. Cette dernière a été surprise à son domicile par son frère cadet qui a commencé par lui donner des coups mortels à la machette.

Informés de la situation, les services de police de la ville océane se sont lancés rapidement à la recherche du présumé assaillant qui reste pour le moment en fuite. La victime est blessée à la tête et aux bras, mais ces jours ne sont pas en danger et elle se trouve

actuellement dans un hôpital de la ville pour des soins d'urgence. « Le tout est parti des propos tenus par un pasteur d'une Église de réveil dont l'une de mes sœurs est membre. Ce pasteur aurait affirmé mon appartenance à la franc maçonnerie aux autres membres de la famille, quand je n'étais engagé financièrement à supporter les frais médicaux de notre mère qui revenait de Nkayi dans le département de la Bouenza. L'engagement d'un fils qui tient à traiter sa maman est considéré par ce pasteur et quelques membres de la famille comme des simples manigances mystiques de la franc maçonnerie

avec un seul but de donner la mort à la maman », a regretté la victime. Bien que les services de police soient toujours en alerte face à la criminalité urbaine et aux autres problèmes de trouble à l'ordre public à Pointe-Noire, les agressions à la machette sont fréquentes dans les familles. Le présumé auteur de ces actes devrait subir toute la rigueur de la loi par tous les services compétentes. Rappelons qu'il y a une année un membre d'une famille avait assassiné à la machette quatre membres de sa famille à cause des biens matériels et l'affaire est encore au tribunal.

Séverin Ibara

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL 2016

Le FC Abeilles et le Club des jeunes ouvriront le bal dans la capitale économique

La course à la succession des Diables-noirs à la Coupe du Congo démarre, le 26 mai, au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville. La ville océane emboîtera le pas le jour suivant avec l'unique match qui mettra aux prises le FC Abeilles aux Clubs des jeunes au Complexe sportif.

Au total, vingt équipes de la ligue 2 se sont engagées aux préliminaires de la Coupe du Congo édition 2016 dont la fi-

nale se jouera, le 14 août, à Madingou dans le département de la Bouenza dans le cadre des festivités marquant le 56e anniversaire de l'indépendance du Congo. À Pointe-Noire, le FC Abeilles et le Club des jeunes se rencontreront à l'ouverture de la Coupe. La compétition se poursuivra le 28 mai avec deux rencontres. En première explication, Ponton sur mère en découdra avec Congo sport et en deuxième explication, FC Nathaly's, l'actuel leader

du championnat national ligue 2 dans cette zone B Pointe-Noire, affrontera Inter club de Dolisie. Le 29 mai, ELF Total sera opposé à Beni sport en premier match et TP Mokanda/ Inter de Pointe-Noire en second match. Cependant, les vingt équipes de la Ligue 1 rejoindront la compétition à partir du deuxième tour pour donner de la saveur à cette compétition qui qualifie automatiquement les deux finalistes à la prochaine Coupe africaine des clubs.

Charlem Léa Legnoki

3^e ÉDITION DU FESTIVAL DE LA BIODIVERSITÉ

La population sensibilisée à la sauvegarde des écosystèmes

C'est sur les berges de la plage de la côte sauvage qu'ont été lancées, le 22 mai, les activités de la 3^e édition du festival de la biodiversité en présence d'un public nombreux.

La célébration de la journée mondiale de la biodiversité a été marquée à Pointe-Noire par le lancement des activités du festival de la biodiversité avec la foire de l'environnement et les spectacles de musique, de théâtre et de conte.

Les artisans, les associations de protection de l'environnement, les entreprises développant une politique environnementale ont exposé sur les différents stands leurs produits en lien avec l'environnement. Des jeux de société pour petits mais aussi diverses autres distractions ont également agrémenté cette journée d'ouverture. Sur le podium du festival se sont produites les compagnies et troupes de théâtre Les Pétroliers, la troupe de Cardy Cardelin, le comédien Molière et le conteur Nestor Mabilia. L'orchestre philharmonique de l'ASEM, le rappeur Ibucap, le collectif Gospel, Africa



Les artistes de la troupe Cardy Cardelin crédit photo»Adiac»

Show ont de leur côté égayé aussi le public.

La pièce de théâtre Le cri de la forêt du théâtre de l'environnement, mis en scène par Osée Koagne d'après un texte d'Henri Djombo, a clôturé la soirée. Le ministre d'État, ministre de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche était sur les lieux pour suivre la représentation théâtrale de la pièce mais aussi encourager les initiateurs de l'activité, les ONG et associations Renatura Congo, ESI Congo, Initiatives pour la gestion de l'environnement, Styl'oblique.

Le théâtre de l'environnement a pour mission de sensibiliser

les esprits au développement durable et à la maîtrise de notre avenir par le respect de la nature. L'utilisation rationnelle des ressources naturelles renouvelables et le respect des populations locales sont des points importants dans un pays comme la République du Congo qui fait de la déforestation un pilier de son exploitation. La grande tombola suivie de la remise de cadeaux à près d'une centaine de gagnants a été organisée en soirée. Le festival de la biodiversité prend fin ce 24 mai par la projection du film documentaire Virunga d'Orlando Von Einsiedel.

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE VOLLEYBALL

Renaissance de Mpila tient bon

L'équipe est à sa cinquième victoire en autant de matchs alors que c'est pour la première fois qu'elle participe à une compétition de volleyball dans la catégorie cadette depuis sa création en mars 2015. Retour sur son parcours.

« (...) Nous avons créé le club Renaissance de Mpila, il y a un an, dans l'objectif d'intéresser les jeunes à la pratique du volleyball, préparer une pépinière capable d'assurer la relève », a expliqué le manager général de cette formation, Blaise Ngamba. L'objectif, selon lui, n'était pas de réaliser tout de suite les grands résultats mais d'apprendre en attendant que les jeunes acquièrent une certaine expérience. Pourtant avec le coup d'envoi du championnat départemental de la ligue de volleyball, Renaissance de Mpila n'a pas l'air de participer pour apprendre ou de jouer le rôle de figurant. Depuis le début de la compétition, en effet, elle n'a pas perdu un seul match. Entre autres victoires: celle face à la DGSP, (2 sets à 0, lors de la 3ème journée); devant Espoir (2 sets à 1, 4ème journée). La dernière en date est celle réalisée lors de



L'équipe de Renaissance de Mpila Crédit photo Adiac

la 5ème devant la DGSP (2sets à 0). « Nous avons une équipe pas assez expérimentée mais nous enregistrons des victoires devant les adver-

saires qui ont déjà deux ans d'expérience dans ce genre de compétition », a indiqué Blaise Ngamba, qui a exprimé le souhait de voir son

équipe continuer dans cette lancée.

Autres résultats...

a pris le dessus sur Inter club (3 sets à 1). En seniors hommes, par contre, Inter club qui faisait son entrée en compétition est venue à bout de Kinda Odzoho (3 sets à 0). Lors de la 6ème journée, en seniors dames, Inter club a enregistré sa première victoire en s'imposant face à la DGSP.

Les prochaines rencontres... Samedi 28 mai en cadets, Espoir sera face à Renaissance. Le deuxième match mettra aux prises deux équipes d'un même club pluridisciplinaire : la DGSP1 et la DGSP2. Les matchs des cadets se disputeront, comme d'habitude, au terrain de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc. Le dimanche 29 du même mois, en juniors hommes, Espoir et DGSP ouvriront le bal au gymnase Henri-Elendé, près du stade Alphonse-Massamba-Débat. En seniors dames, Inter club en découdra avec la DGSP ; alors que chez les seniors hommes Espoir va se mesurer à la DGSP et Kinda Odzoho jouera contre Inter club.

Rominique Nerplat Makaya

SEMAINE AFRICAINE - EDITION 2016

Le Congo au rendez-vous

À l'occasion de la Journée de l'Afrique, célébrée tous les ans le 25 mai, le groupe des États membres africains auprès de l'Unesco organise la Semaine africaine sous le thème « la femme africaine face aux défis climatiques »

L'artiste-peintre congolaise Vanessa Agnagna exposera ses œuvres dédiées au quotidien des femmes du Bassin du Congo. Et aujourd'hui 25 mai, de 11h30 à 12h30, Motse Akanati, directrice des éditions Métsio, dédicacera le livre *La Pygmédie* de Bernard Zoniaba.

Durant tout le long des festivités,

A propos de *La Pygmédie*, c'est un récit romancé paru à titre posthume en février 2014. Il aborde les péripéties d'une cohabitation entre le Peuple autochtone du Nord du Congo de la forêt équatoriale, les Bantous et les Blancs. Témoin attentif de l'histoire géopolitique du Nord du Congo, Bernard Zoniaba (1929-2001), ancien



Jean-Marie Adoua, Ambassadeur de la délégation congolaise auprès de l'Unesco Crédit photo : Unesco

Du 23 au 27 mai, au siège de l'Unesco à Paris, cette semaine sera dédiée à la réflexion, à l'échange intellectuel, en mettant aussi à l'honneur la diversité du patrimoine culturel et artistique de l'Afrique, à travers notamment : une exposition-vente d'objets d'art, de peintures contemporaines et de publications, des projections de films, une soirée de gala et des dédicaces de livres. Pour la délégation congolaise, représentée par l'ambassadeur Jean-Marie Adoua, ce rendez-vous annuel confirme également l'engagement de l'Unesco en faveur du renforcement de sa coopération avec l'Afrique, priorité globale de l'Organisation.

des conférences se tiendront autour du thème principal « La femme africaine face aux défis climatiques » avec quatre sous-thèmes « Quelles stratégies pour l'intégration de la femme africaine dans les politiques de lutte contre le changement climatique? » ; « La COP22, quels enjeux pour l'Afrique et la femme africaine ? » ; « La femme africaine et les stratégies renouvelables dans le cadre de la lutte contre le changement climatique » et enfin, « La femme africaine et la protection de l'environnement (l'accent sera mis particulièrement sur des actions réussies par les femmes africaines). »

homme politique, a centré ses œuvres, d'un ouvrage à l'autre, sur l'exploration de la complexité sociologique des clivages des peuples dits civilisés et ceux qualifiés de sauvages. Chacune d'elles a mis en lumière une cartographie des rapports hiérarchiques entre la modernité et la tradition, du colonisateur et du colonisé. L'Unesco met les femmes à l'honneur durant cette Semaine africaine. Une bonne idée serait d'acquiescer un des tableaux de Vanessa Agnagna et le livre *La Pygmédie*, un livre plaisant, et d'offrir en cadeaux à l'occasion de la fête des mères le dimanche 29 mai prochain.

Marie Alfred Ngoma

CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 2

Les matches de cette semaine reportés

Aucun match prévu cette semaine pour le compte de la ligue inférieure ne va se disputer, en raison du démarrage jeudi du premier tour de la Coupe du Congo de football. Les matches comptant pour la huitième de la Zone A et ceux de la sixième journée B sont reportés à une date ultérieure.

En rappel, pour ceux du groupe A, la 8ème journée allait débiter le 24 mai par des rencontres opposant Aigles sport à Codippa avant Ajax de Ouenzé-l'AS Ntsiamba. Elle devrait se poursuivre ce mercredi avec Yaba sport-CESD au programme puis Réal Impact- JS Ollombo. Le jeudi, Red star allait affronter Etoile de Talas avant que le TP Mystère n'affronte le BNG. A Owando, les matches AS Otho-AS Beto et CS Oyonnax-Cara de Djambala étaient programmés.

La 6ème journée du groupe opposé, devrait quant à elle, se disputer le samedi et dimanche. Le 26 mai, AS Gerain devrait affronter le TP Mokanda. En deuxième explication, l'Interclub de Dolisie allait en découdre avec le FC Pèlerin. Le dimanche à Pointe-Noire, Ponton sur mer allait recevoir Interclub de Pointe-Noire puis Elf Total devrait jouer contre FC Nathalys. A Dolisie, Saint Eclair devrait affronter en première heure, le FC Olympic et Asia devrait accueillir le FC Abeilles. A Sitibi, AJSC-US Bantou devrait clôturer cette 6ème journée de la Zone B.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Asie

Australie, 13ème journée, 2ème division, groupe Victoria

Philtzgerald Mbaka est resté sur le banc lors du succès de South Melbourne sur le terrain de Green Gully (1-0). Le SMFC est premier avec deux points d'avance sur son premier poursuivant.

Laos, 7ème journée, 1ère division

Electricité du Laos corrige Ezra 5-3 avec un quadruplé de Burnel Okana. Le capitaine congolais d'EL totalise désormais 8 buts et 5 passes décisives. Malgré cela, son club végète à la 7ème place avec déjà 7 points de retard sur le podium.

Camille Delourme